

PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DE
L' **EUROPE**



PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DE

L'EUROPE

Actes de la rencontre
organisée le 1^{er} décembre 2016
au Palais Bourbon

SOMMAIRE

Michel THAUVIN	
Pierre Mauroy : une référence pour l'avenir	5
Harlem DESIR	
Pour Pierre Mauroy, servir la paix et le progrès social passe par l'inscription de la gauche dans la construction de l'Europe	9
Jean-Marie FAIVRE	
Un vrai internationaliste et un militant européen notoire	23
Catherine LALUMIERE	
Pour Pierre Mauroy, l'Europe comme une évidence	29
Jean PEYRELEVADE	
Virage de la rigueur : Pierre Mauroy le savait inéluctable	37
Veronika ISENBERG	
Pierre Mauroy : l'art de transformer une crise en une opportunité	51
Pierre MOSCOVICI	
Pierre Mauroy : un message d'optimisme et de courage pour la France, pour la gauche et pour l'Europe	61
Conclusion	71

Photo de couverture :

Pierre Mauroy et Willy Brandt, décembre 1973. DR. Coll Fondation Jean-Jaurès

/ MICHEL THAUVIN

PIERRE MAUROY : UNE RÉFÉRENCE POUR L'AVENIR

Chers amis,

Merci à tous ceux qui sont venus.

Ce colloque est le troisième que nous tenons au nom de l'association des Amis de Pierre Mauroy qui est devenue depuis la fin de l'assemblée générale d'aujourd'hui « L'Institut Pierre Mauroy ». Nous assurons ainsi une continuité dans les actions que nous voulons conduire pour rappeler celles de Pierre Mauroy.

Cela a été dit à l'assemblée générale, ce n'est pas seulement la nostalgie qui nous rassemble. C'est aussi ce pour quoi nous avons travaillé avec Pierre Mauroy, ce pour quoi nous l'avons admiré et estimé pendant de très nombreuses années pour la grande majorité d'entre nous. C'est aussi parce que cette fidélité à Pierre Mauroy nous conduit à considérer que nous avons un devoir de témoignage pour l'avenir. Il ne faut pas que ce qu'il a accompli au cours de cinquante ans d'une carrière politique particulièrement riche tombe en désuétude. Il est impératif, au contraire, que cela constitue une référence pour l'avenir.

Je voudrais remercier Françoise Fresso qui beaucoup d'entre vous connaissent parce qu'elle écrit régulièrement une chronique dans *Le Monde*. Personnellement, je trouve ses analyses très pertinentes, marquées par la lucidité et éloignées de toute complaisance, y compris par rapport à la gauche. Il faut dire que dans le moment que nous vivons, il serait difficile d'être très complaisant ! Quoi qu'il en soit, je suis heureux qu'elle ait accepté d'animer ce débat.

L'engagement européen de Pierre Mauroy

D'ailleurs, elle est un peu à l'origine du thème retenu pour cette rencontre. En effet, nous avons tous été touchés de l'article qu'elle a écrit il y a à peu près un an, le 6 décembre 2015, qui concluait sur « l'esprit Pierre Mauroy réduit en cendres ». La référence à l'Europe figurait dans tous les actes de Pierre Mauroy qu'elle évoquait, qu'il s'agisse du Tunnel sous la Manche et de sa volonté de convaincre Margaret Thatcher ou de la relation particulière avec la Belgique. Elle précisait aussi que pour Pierre Mauroy l'Europe était consubstantielle à son engagement socialiste parce que l'engagement socialiste c'est aussi l'internationalisme. Quelle plus belle pratique que celle de Pierre Mauroy dans ce domaine ?

Nous accueillons Harlem Désir qui nous fait l'honneur d'ouvrir cette discussion, ce qui va m'obliger à être bref puisque lui-même a des obligations liées à sa fonction de secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. En tout cas, je le remercie chaleureusement d'avoir accepté – avec un préavis très court – d'ouvrir ces débats qui, je le rappelle, seront conclus par Pierre Moscovici, Commissaire européen.

Je rappelais l'engagement européen de Pierre Mauroy. Pierre Mauroy est aussi quelqu'un qui a été profondément marqué par la guerre. Ce qui explique sa volonté de travailler à l'émergence d'une Europe de la paix, ce qui a constitué son premier acte qu'il a poursuivi et développé tout au long de sa carrière, que ce soit au Parti socialiste (aux Jeunesses socialistes d'abord), à la Fédération Léo Lagrange, dans ses fonctions de Premier

ministre, de Premier secrétaire du PS comme de président de l'Internationale socialiste, fonction qui a été pour lui la concrétisation de son idéal. C'est l'ensemble de ses actions que nous avons voulu rappeler et qui explique la composition de cette tribune.

En premier lieu, les relations franco-allemandes. Véronika Isenberg était conseillère de Willy Brandt et une responsable importante du SPD pour les relations internationales. Elle témoignera de toutes les actions qui ont été conduites en collaboration avec le SPD car pour Pierre Mauroy, le socle franco-allemand était essentiel pour la construction d'une Europe de la paix, d'une Europe de la coopération et d'une Europe progressant vers l'Europe politique.

Sous la cendre, la braise

Jean Peyrelevade, qu'on ne présente pas ici et qui est membre de l'Institut Pierre Mauroy (Véronika Isenberg l'est également), était directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy à Matignon. Il a connu les grandes affaires des visiteurs du soir lors du choix européen de 1983. Jean Peyrelevade et moi nous connaissons, avec quelques-uns ici, depuis très longtemps. Je l'ai connu au CEDEP en 1965 mais il avait déjà collaboré avec Pierre Mauroy bien des années auparavant.

Catherine Lalumière a été ministre des Affaires européennes mais elle me rappelait qu'elle ne l'avait pas été dans le gouvernement Mauroy. Néanmoins elle y fera sans doute allusion, possédant quelques anecdotes sur un travail commun qui mérite d'être porté à la connaissance du public ! Jean-Marie Faivre a été, comme moi, assistant parlementaire de Pierre Mauroy quand il a siégé au Parlement européen. Tous les trois, nous avons fait une carrière très brève au Parlement européen mais ce fut une expérience très intéressante et qui a permis à Pierre Mauroy de remplir son carnet d'adresses de responsables importants ! Il a été vice-président de la Commission politique du Parlement européen avec Willy Brandt. Beaucoup de choses se sont nouées à cette époque et nous en retrouverons les traces dans tout ce qu'il a pu accomplir par la suite.

Je vous ai présenté Harlem Désir, lui aussi compagnon de longue date de Pierre Mauroy. Saluons également la présence de Patrick Kanner, lui aussi membre de l'IPM.

Cette manifestation est un grand succès. Nous avons réuni un panel assez impressionnant aujourd'hui, ce qui prouve tout l'intérêt que l'on accorde à l'action de Pierre Mauroy et à l'affection qu'on lui porte.

Je conclus – parce que je sais qu'Harlem Désir est pressé – en reprenant les derniers mots de l'article de Françoise FressoZ qui faisaient référence à « l'esprit de Pierre Mauroy en cendres ». Mais sous la cendre, il y a la braise. La braise, c'est nous qui allons essayer de l'entretenir et de la développer parce que je pense que l'expérience de Pierre Mauroy, y compris dans les situations particulièrement difficiles que la gauche et le Parti socialiste vivent aujourd'hui, peut être une source d'inspiration pour les jeunes générations.

Françoise FressoZ je vous laisse le micro.

FRANÇOISE FRESSOZ

Merci. Je vais être très brève parce qu'Harlem Désir est pressé. Je voulais juste vous dire que j'étais très heureuse d'être avec vous cet après-midi parce que j'ai beaucoup d'admiration pour Pierre Mauroy. Pour moi il incarnait le socialisme, il incarnait le mouvement ouvrier mais il était aussi l'homme de gauche qui voulait faire durer la gauche au pouvoir. C'est un message très important par les temps qui courent. Il avait aussi compris qu'on ne faisait pas la France sans construire l'Europe. C'est un autre message très important dans la période actuelle où l'Europe suscite des interrogations alors qu'elle a intérêt à se saisir de ses responsabilités en raison de l'évolution des Etats-Unis. Harlem Désir, vous êtes secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Vous avez été aussi Premier secrétaire du Parti socialiste et député européen. Vous connaissez donc très bien votre sujet. En quoi l'apport de Pierre Mauroy reste important aujourd'hui et comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

HARLEM DESIR

POUR PIERRE MAUROY, SERVIR LA PAIX ET LE PROGRÈS SOCIAL PASSE PAR L'INSCRIPTION DE LA GAUCHE DANS LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Chère Françoise FressoZ merci de me donner la parole.

M. le ministre, cher Patrick Kanner, M. le président de l'Institut Pierre Mauroy, cher Bernard Derosier, M. le co-président, cher Michel Thauvin, Mme la ministre, présidente de la Maison de l'Europe de Paris chère Catherine Lalumière, M. le ministre, cher Edmond Hervé, Mmes et Mrs les parlementaires ou anciens parlementaires, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je voulais d'abord vous dire que c'est un honneur pour moi de pouvoir participer, même si ce n'est que quelques instants, à votre colloque sur « Pierre Mauroy ou la passion de l'Europe ». Pour beaucoup d'entre vous, d'entre nous, Pierre Mauroy a été un ami ou en tout cas un camarade. Il reste, comme cela vient d'être dit par François FressoZ, une référence comme socialiste mais aussi comme homme d'Etat. Nous gardons en mémoire la grande silhouette de cet homme chaleureux, généreux,

authentique qui a tant donné tout au long de sa vie à la fois à notre famille politique, à la République et à l'Europe.

« Je ne sais pas conduire sur le verglas »

L'engagement européen de Pierre Mauroy était ancien. Il allait de pair avec son engagement socialiste et internationaliste. Ceux qui l'ont connu dans ses jeunes années militantes pourront dire plus précisément que moi quelle place ont pris cet internationalisme et cet engagement européen dans ces années-là. Mais je crois savoir, à partir des souvenirs que je peux avoir, des conversations que j'ai eues avec lui, de ses interventions dans nos assemblées militantes, dans les bureaux et conseils nationaux, dans les réunions de l'Internationale socialiste, que pour lui l'engagement internationaliste n'avait jamais été distinct de son socialisme.

Jeune responsable des jeunes SFIO dans la fédération du Nord après-guerre, fondateur et animateur de la Fédération Léo Lagrange, dirigeant du parti socialiste, il avait toujours considéré que la construction de l'Europe, la solidarité avec les pays du sud et la réconciliation franco-allemande faisaient partie intrinsèque des raisons de l'engagement socialiste. De même estimait-il qu'il fallait combiner le combat pour la justice sociale avec celui pour la paix, pour la fraternité et pour la solidarité avec les autres peuples d'Europe et plus largement, avec les autres peuples du monde.

D'ailleurs, son engagement européen et son internationalisme, Michel Thauvin l'a rappelé, se sont poursuivis au-delà de son action d'homme d'Etat et de ses fonctions de Premier ministre puisqu'il a été président de l'Internationale socialiste pendant de nombreuses années. A ce poste, il a beaucoup agi pour que l'IS ne soit pas qu'euro-péenne mais s'ouvre à de nouveaux membres, qu'elle s'universalise d'une certaine façon, et donc qu'elle puisse faire participer des formations politiques progressistes en Amérique latine, en Asie, partout dans le monde, à la social-démocratie née en Europe mais qui avait une vocation plus large.

Bien sûr, quand nous évoquons Pierre Mauroy et l'Europe, nous pensons

en particulier à ces semaines, peut-être même à ces jours décisifs qui ont marqué l'année 1983. C'est le moment des visiteurs du soir et celui où François Mitterrand se pose la question de savoir s'il doit rester ou non dans le système monétaire européen. La France a connu trois dévaluations successives, la politique de relance par la demande met en cause les équilibres économiques et la crédibilité de la monnaie. La France n'est plus en mesure de respecter les engagements qu'elle a pris avec ses partenaires européens au titre du système monétaire européen.

Pierre Mauroy ne croit pas à l'autre politique proposée, d'abord parce qu'il est un européen convaincu, ensuite parce qu'il est persuadé que l'avenir de la France doit s'écrire dans l'Europe et qu'une sortie du SME ne réglerait ni les problèmes économiques ni les problèmes de mise en œuvre de la politique sociale sur laquelle il est engagé depuis 1981.

Face à François Mitterrand, Pierre Mauroy plaide donc, avec d'autres et en particulier avec Jacques Delors, pour le maintien dans le système monétaire européen. Il a souvent raconté, ensuite, les conversations qu'il a eues à ce moment-là avec le président de la République. J'ai notamment retenu cette phrase, de mémoire, qu'il lui a opposée en mettant sa démission dans la balance : « *M. le président de la République, je ne sais pas conduire sur le verglas* ». Cette opposition était à la fois très respectueuse sur le plan institutionnel mais en même temps très ferme sur le fond. On sait ce qu'a été le choix de François Mitterrand, qui s'inscrivait d'ailleurs dans son propre engagement européen.

Combiner exigence sociale et ancrage européen

Avec Jacques Delors, Pierre Mauroy va donc amorcer ce qu'on appelle le tournant de la rigueur et une politique qui consistera à combiner le choix européen avec les objectifs de réforme qui étaient engagés depuis 1981. Cela entraînera des débats très difficiles à gauche mais ce choix était un choix stratégique et un choix historique qui a été d'arrimer la France à l'Europe, de la ré-ancrer au cœur de la construction européenne et de conforter aussi l'axe franco-allemand. C'est de ce choix qu'a découlé

ensuite la possibilité de franchir l'étape décisive, après la réunification allemande, de la création de la monnaie unique. Mais c'est aussi le choix, cela a été mentionné par Françoise Fresco, d'ancrer la gauche au pouvoir dans la durée. Il a suscité de nombreuses réflexions sur la culture de gouvernement et la gauche, la transformation sociale et la crédibilité gouvernementale.

Comment pouvait-on et devait-on concilier ces deux exigences ? Cette question a d'ailleurs fait l'objet d'un discours récent du président de la République. Avant François Mitterrand, la gauche au pouvoir conduisait des « expériences » qui ont certes marqué le pays par des réformes qui ont duré pour l'essentiel, mais elle le quittait très rapidement. Sous la IV^{ème} République il lui arrivait d'y rester plus de quelques mois en passant des alliances. Mais en réalité, elle ne faisait que passer.

Ce choix dans lequel Pierre Mauroy a mis tout son poids, celui de rester engagé dans la construction européenne, était un choix d'exigence, un choix courageux, qui impliquait un débat difficile au sein de la gauche et notamment au sein du Parti socialiste. Mais c'était le choix de ne pas faire que passer et de ne pas accepter que la gauche soit défaite par une crise monétaire ou économique, par un dérapage, même si elle aurait pu plaider ensuite qu'elle l'avait fait au nom d'une forme de pureté dans son engagement pour les réformes.

La gauche gouvernait en France mais ne gouvernait pas partout en Europe. Nous aurions pu souhaiter qu'il en fût autrement mais à ce moment-là, l'Allemagne avait une autre majorité comme d'ailleurs dans la plupart des pays européens, à part peut-être l'Espagne de Felipe Gonzalez. Par ailleurs, l'Europe exigeait des formes de compromis et des critères à respecter au sein du système monétaire européen, même s'ils étaient moins contraignants que ceux de la monnaie unique. Et puis, des réalités s'imposaient, comme les dévaluations le démontraient. Certaines étaient déjà démarchées, celles de la signature de la France, celle du financement de notre politique, celle d'une relance économique et du pouvoir d'achat qui ne devaient pas alimenter le déséquilibre commercial,

celle d'une modernisation de l'outil économique qui est passé par des nationalisations puis par une révision de cette doctrine.

Pierre Mauroy a été, comme tout au long de sa vie d'ailleurs car il avait la même exigence quand il était dans l'opposition que quand il était au gouvernement, un homme qui a voulu démontrer que les socialistes pouvaient combiner la défense du monde ouvrier et des classes populaires avec le sérieux, la crédibilité et l'exigence de responsabilités qui doivent être les nôtres lorsque nous gouvernons. Alors, dans un moment où l'Union européenne traverse de nouveau une crise politique grave, où le Brexit a révélé, dans un référendum, des fractures sociales, géographiques et générationnelles ainsi que des peurs de la mondialisation et de l'immigration (peurs qu'on retrouve partout aujourd'hui en son sein et qui se traduisent par la montée des populismes), je crois que l'exemple de Pierre Mauroy, sa ténacité, sa volonté de pouvoir combiner une exigence sociale avec l'ancrage européen doit continuer à nous inspirer.

Pierre Mauroy est toujours resté totalement fidèle à sa volonté de justice et de transformation sociale, de soutien aux classes populaires et au monde ouvrier. Le tournant de la rigueur n'a pas effacé ni arrêté en réalité les conquêtes sociales du début du septennat. Certes, il y a eu une pause dans un certain nombre de réformes. Mais la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, les lois Auroux sur le dialogue social dans l'entreprise, toutes ces avancées des droits sociaux n'ont pas été remises en cause. Il s'agissait, au contraire, de les préserver en assurant la crédibilité économique et l'inscription dans la durée de l'action de la gauche au pouvoir.

Après Pierre Mauroy, sous Laurent Fabius puis sous Michel Rocard en 1988, d'autres avancées sociales ont été réalisées, comme le RMI ou d'autres conquêtes qui ont fait la démonstration que les engagements européens et une gestion sérieuse peuvent être combinés avec des progrès sociaux. Ce débat continue d'exister aujourd'hui. Il doit nous conduire non pas à accepter sans critique l'état de la construction

européenne et considérer que tout va bien mais à inscrire nos combats pour améliorer l'Europe, en la rendant plus en phase avec les attentes de ceux qui sont les perdants de la mondialisation et plus compatible avec notre conception de la politique de croissance et de la politique redistributive tout en le faisant dans le cadre européen.

Un lien intime entre engagement socialiste, social-démocratie et construction de l'Europe

Le choix de Pierre Mauroy n'était pas de dire qu'à partir du moment où nous restions dans le système monétaire européen ou engagés dans la construction européenne il n'y avait plus de marge économique ni de marge politique. Il était de reposer le problème dans ce cadre européen et de faire le choix de mener ce débat et ces combats avec nos partenaires européens en nous appuyant sur les autres forces progressistes, socialistes et syndicalistes en Europe.

Voilà quelques leçons que je veux retenir de l'engagement européen de Pierre Mauroy. Je mentionnais aussi son action comme président de l'Internationale socialiste parce que Pierre Mauroy considérait aussi que faire l'Europe, ce n'était pas seulement défendre l'intérêt de la France, de son économie et des autres Etats membres et la paix en Europe. On construisait aussi l'Europe parce qu'elle jouait un rôle et qu'elle était un exemple pour le reste du monde par la capacité des Européens, notamment des Français et des Allemands, à avoir surmonté les deux guerres mondiales et les blessures et les cicatrices de ces affrontements et à avoir construit ensemble sur le continent non seulement un ensemble économique, mais un ensemble politique, fondé sur des solidarités et sur un certain modèle social.

Tout cela avait pour Pierre Mauroy aussi une vocation internationale qui allait au-delà des simples frontières du continent. Il considérait que le premier des devoirs d'un internationaliste français était de préserver et de conforter cette construction européenne parce que le monde avait

besoin de l'Europe pour la solidarité avec les pays du sud mais aussi pour faire la démonstration qu'une alternative à la fois au capitalisme libéral plus débridé, tel qu'il avait pu se développer aux Etats-Unis, et au communisme liberticide, tel qu'il s'était développé à l'Est du continent, pouvait être développée à l'échelle internationale.

Il y avait aussi chez Pierre Mauroy – comme chez beaucoup de grands sociaux-démocrates européens de sa génération, je pense à Willy Brandt, à Olof Palme et même s'il était plus jeune parce qu'il a gouverné à la même époque à Felipe Gonzalez ou à d'autres grands socialistes européens – un lien intime entre l'engagement socialiste, la social-démocratie et la construction de l'Europe. Il n'existait pas de voix qui puissent se réclamer d'un souverainisme qui nous épargnerait des contraintes de l'Europe et permettrait de mieux servir les idéaux de la gauche. Au contraire, bien servir les idéaux de la gauche, ceux de la paix mais aussi ceux du progrès social, c'était inscrire pleinement la gauche dans cette construction de l'Europe.

Voilà quelques-unes des leçons que j'aimerais que nous continuions à garder de l'action et de l'exemple de Pierre Mauroy.

FRANÇOISE FRESSOZ

Avant de vous libérer, j'ai quelques questions d'actualité précises à vous poser. Vous avez dit que l'engagement européen de Pierre Mauroy signifiait que tout se construisait dans l'Europe. Or, aujourd'hui, une partie des socialistes se met à douter. Par exemple, le président de l'Assemblée nationale mène la croisade contre les 3 % de déficit. Une initiative franco-allemande était attendue au lendemain du Bréxit, rien n'est venu. Donald Trump se désengage. Une initiative européenne sur la défense se fait aussi attendre.

Restez-vous malgré tout optimiste sur les chances de l'Europe de continuer à se construire ou dites-vous que nous sommes aujourd'hui dans un monde en péril ?

/ HARLEM DESIR

Nous sommes certainement dans un moment de péril. L'Europe est aujourd'hui confrontée à des crises internes et externes sans précédent qui peuvent conduire à son éclatement. Ce qui paraissait intangible s'avère réversible. Un Etat membre vient de décider de quitter l'Union européenne alors qu'au fil de son histoire elle n'avait fait que s'élargir. Tous les peuples du continent qui pouvaient s'émanciper de la dictature – l'Espagne après Franco ou la Grèce après les colonels ou les pays d'Europe de l'Est après la chute du rideau de fer – se tournaient vers l'Union européenne. Elle était, quelles qu'aient pu être les insatisfactions en son sein, une référence, un modèle et elle était même considérée comme le seul possible pour l'avenir du continent.

L'Europe confrontée à une épreuve de vérité

On voit qu'il peut en être autrement. Il y aura des élections présidentielles ce dimanche en Autriche, personne ne sait ce que sera le résultat du candidat d'extrême-droite qui, en tout état de cause, avait obtenu environ la moitié des voix lors du précédent scrutin qui a été reporté à ce dimanche¹.

Partout les populismes ont été en progression au cours de la dernière période. L'Europe est aussi confrontée à des puissances qui s'affirment dans le monde, y compris sur des questions dont son propre avenir dépend. La crise des réfugiés comme la menace terroriste est là pour rappeler que ce qui pouvait paraître se passer loin de nos frontières, en Syrie, en Irak, en Libye, au Sahel, avait en fait des conséquences directes sur notre propre sécurité et sur notre propre avenir. D'ailleurs, l'incapacité ou les doutes sur la capacité de l'Europe à se protéger face à ces

1. C'est le candidat écologiste Alexander Van der Bellen, qui l'a emporté le 4 décembre 2016 avec 53,3 % des voix, contre 46,7 % au candidat de l'extrême droite Norbert Hofer. Son score marque une nette progression après les 50,3 % des voix obtenus lors du scrutin initial, le 22 mai, annulé en raison d'irrégularités procédurales.

insécurité et à cette instabilité ne font qu'alimenter l'idée qu'il vaudrait peut-être mieux se replier sur des frontières nationales.

Donc oui, l'Europe est dans un moment qui est une épreuve de vérité où elle doit faire la preuve qu'elle est capable de protéger, d'apporter de la stabilité, de défendre son modèle social dans les relations commerciales, par exemple avec de grands acteurs comme la Chine, et en son sein même de lutter contre le dumping social. Nous traversons un moment extrêmement difficile.

Je crois que, depuis le Brexit, on peut noter quelques éléments qui sont des indications et des réponses à ce que vous dites. D'abord, on aurait pu craindre un effet domino. Sur ce point, l'attitude de fermeté adoptée par la France et l'Allemagne s'est imposée : fermeté dans la négociation avec un pays qui décide de sortir sur le fait qu'il ne pourrait pas bénéficier des avantages sans en avoir les obligations. Fermeté sur le fait que les Vingt-sept devaient désormais se tourner ensemble vers l'avenir, y compris accepter de se réunir uniquement entre eux, sans le Royaume-Uni, même si ce n'est pas à proprement parlé prévu par les traités. Décision de faire des avancées sur l'Europe de la Défense avec une évolution très importante de l'Allemagne qui a accepté de répondre à notre sollicitation, au titre de l'article 42.7 après les attentats, pour nous appuyer au Sahel mais aussi en Irak et en Syrie et qui travaille avec nous à faire progresser l'Europe de la Défense.

Tout cela doit être confirmé mais ce sont cependant des signes qui témoignent aussi d'une évolution possible de la politique économique. Le président de la République a plaidé depuis 2012 pour sa réorientation et pour que les règles de déficit ne soient pas considérées comme des absolus même si nous voulons respecter nos engagements.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Estimez-vous qu'elle est vraiment réorientée?

/ **HARLEM DESIR**

Cela a été très peu noté en France (même si la bonne presse en a fait des articles), mais le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker et le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, qui se trouve être un français, Pierre Moscovici – qui participera à ce débat – ont annoncé un changement de doctrine de la Commission en affirmant que l'austérité ne pouvait pas être imposée indéfiniment à l'Espagne, au Portugal ou à la Grèce. A un moment donné, l'Europe doit faire le choix très clair que ses priorités sont le développement industriel, l'emploi, la croissance et l'investissement. L'Europe n'est pas une entité punitive, elle doit avoir une appréciation intelligente de ses politiques économiques. On perçoit donc le signe que ce débat peut progresser. Certes, des difficultés existent avec certains Etats membres comme la Pologne et la Hongrie, sur l'état de droit, la solidarité, la cohérence sur des choix industriels en matière de défense et l'idée d'une Europe de la Défense. C'est un combat mais je pense que nos choix européens restent inscrits dans la conviction de Pierre Mauroy, à savoir l'axe franco-allemand et la préférence européenne. C'est cette voie-là qui peut nous permettre de répondre à ces défis et à ces crises. Je pense que la volonté politique peut l'emporter sur un fatalisme de la dislocation.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Précisément, pourquoi n'y a-t-il pas eu une initiative franco-allemande très forte durant ce quinquennat alors que vous insistez sur l'importance de cette relation ?

/ **HARLEM DESIR**

Tout d'abord, la France et l'Allemagne ne sont pas gouvernées par la même majorité politique, ce qui est courant dans l'histoire franco-allemande. Il est normal que les initiatives franco-allemandes doivent

d'abord faire l'objet d'un débat. Mais je note qu'aujourd'hui, si l'Europe tient, c'est parce que l'axe franco-allemand est solide et que sur chacun des grands rendez-vous auxquels l'Europe a été confrontée au cours des dernières années, elle a tenu. Par exemple, sur la relation avec la Russie et la crise ukrainienne, c'est le format dit de « Normandie » proposé par le président de la République qui a été accepté pour que l'Allemagne et la France puissent être les médiateurs d'une solution de paix entre les deux pays, même si elle est difficile.

Le nécessaire engagement franco-allemand

Sur la réaction à la situation en Syrie et à l'environnement de guerre que connaît l'Europe, en clair sur les progrès de l'Europe de la Défense, c'est le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, avec la ministre de la Défense allemande Ursula Von Der Layen, Jean-Marc Ayrault et Frank Walter Steinmeier qui ont proposé un document de position aux Européens qui a permis les avancées qui seront constatées au prochain conseil européen.

Sur la politique économique, un débat difficile s'est instauré mais finalement c'est grâce à un accord entre la France et l'Allemagne que la Grèce n'est pas sortie de la zone euro. Sur ce point, c'est le président de la République qui a dit qu'il n'accepterait pas la sortie de la Grèce. La Chancelière a dû prendre en compte cette réalité. Chacun, dans cette relation, est conduit à tenir compte de l'autre mais à chaque fois le choix qui a été opéré de part et d'autre, a débouché sur une solution franco-allemande.

Il s'agit à la fois d'un rapport dialectique et d'un rapport productif. En réalité, à chaque étape, c'est parce qu'il y a eu une volonté et une initiative franco-allemandes que l'Europe a surmonté les crises auxquelles elle était confrontée. Je voudrais juste dire une chose : à l'évidence, l'Europe sort d'une sorte d'insouciance. Pendant toute la période de la guerre froide, elle a vécu sous parapluie américain avec l'illusion qu'elle ne pourrait pas s'occuper elle-même de sa sécurité. Elle a vécu aussi – ce

qui a constitué un appui pour la social-démocratie – la période de reconstruction de l'après-guerre qui a entraîné un rattrapage économique important, soutenu par le plan Marshall et par un soutien extérieur.

Aujourd'hui, et depuis vingt ans, elle est confrontée à un bouleversement du monde. Avec la chute du mur de Berlin et le 11 septembre, nous sommes rentrés dans un autre monde au sein duquel personne ne réglera le problème des Européens à leur place. Les Etats-Unis se replient et sont tentés de se tourner vers d'autres horizons, vers le Pacifique et l'Asie, même s'ils ne pourront pas complètement se désengager de l'Europe. De nouvelles puissances émergent, comme la Chine. D'autres que l'on pouvait croire s'effacer ressurgissent avec des volontés impériales comme la Russie ou la Turquie. C'est un moment où les Européens doivent prendre en main, dans un contexte plus difficile d'une certaine façon, leur propre destin. Cela ne se fera que par l'engagement franco-allemand. Je crois qu'on l'histoire relira différemment le quinquennat de François Hollande qui a été marqué par cette prise de responsabilités.

FRANÇOISE FRESSOZ

Ce que vous vivez en ce moment, vous, en coulisse, vous rend-il plutôt optimiste ? Pensez-vous que l'Europe va tenir ?

HARLEM DESIR

Je pense que cette solidité existe. J'étais encore à Berlin au début de la semaine et je sens que, au Bundestag comme à l'Assemblée nationale, à la Chancellerie comme à la présidence et au gouvernement français, cette détermination est forte. Certes, de nombreux autres Etats membres sont très attachés aux projets européens. Les Etats fondateurs, ceux d'Europe du Sud, l'Espagne, le Portugal qui, depuis qu'ils ont rejoint l'aventure européenne, se sont totalement identifiés aux valeurs européennes. Avec

d'autres Etats, l'adhésion est plus fragile. J'acquiesce à vos propos. Je ne peux pas dire qu'aujourd'hui en Europe tout est facile et tout va bien : non ! L'Union traverse une crise qui comporte des risques, notamment celui de son éclatement. Mais au-delà des alternances et des différences entre la droite et la gauche, la volonté franco-allemande de conforter l'engagement européen est très importante. Toutefois, certains tropismes, portant notamment sur les relations avec la Russie, m'inquiètent car ils pourraient remettre en cause l'axe franco-allemand et la cohésion européenne. Nous devons avoir une discussion sur cette question parce que la politique étrangère de la France telle que nous devons la concevoir repose sur son indépendance, d'une part par rapport aux Etats-Unis qui sont des alliés mais aussi par rapport à la Russie. Il y a là un vrai enjeu. On peut concevoir qu'il y ait des différences sur les politiques économiques à conduire en Europe entre la droite et la gauche. En revanche, sur le rôle et les objectifs stratégiques de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui, un débat très important doit être mené pendant la campagne présidentielle.

FRANÇOISE FRESSOZ

Harlem Désir je vous remercie, je sais que vous avez un avion à prendre donc je vous libère.

Pour retracer l'engagement européen de Pierre Mauroy, nous allons procéder de façon chronologique et nous intéresser à la période où Pierre Mauroy était député européen. Cette période n'a pas duré très longtemps – c'est un paradoxe – : 1979-1980.

Jean-Marie Faivre, vous étiez à cette époque-là attaché parlementaire de Pierre Mauroy. Vous allez nous expliquer pourquoi cela a duré si peu de temps et ce qui s'est passé à ce moment-là.

/ JEAN-MARIE FAIVRE

UN VRAI INTERNATIONALISTE ET UN MILITANT EUROPÉEN NOTOIRE

Chers amis.

Participer à une réflexion dont le thème est « Pierre Mauroy ou la passion de l'Europe », cela m'a fait plaisir quand Bernard Derosier me l'a proposé. Restait ensuite à mesurer la portée de l'engagement à la mesure de la qualité de mes souvenirs en mémoire, quand les faits dont j'ai été témoin s'étalent sur une trentaine d'années, et en matière de faits et de dates, des vérifications guère possibles quand l'échéance est si proche ?

Parce que je crois, interrogation devenue certitude avec les années, que Pierre Mauroy y a eu un comportement très révélateur du sens qu'il avait de ses responsabilités, j'ai choisi de parler de l' élu qu'il a été en 1979, au premier parlement européen désigné au suffrage universel.

Faire lien entre Européens

J'ai été alors l'un de ses assistants accrédités, l'autre étant Michel Thauvin, lui en fonction à Paris, moi à Lille et accompagnant Pierre à Strasbourg et Bruxelles pour les réunions plénières, de commission et du groupe socialiste. Personne ne peut soutenir que Pierre Mauroy n'y avait pas sa place, et il est bien normal qu'il ait voulu en être, la première élection au suffrage

universel de l'assemblée parlementaire des communautés européennes constituant un moment réellement historique. Et François Mitterrand, mesurant que cette élection serait un test national tant vis-à-vis de la droite que des communistes, ayant pris la tête de la liste nationale du Parti socialiste, prendre la position immédiatement derrière ne pouvait se refuser. D'autant que personne ne pourrait contester à Pierre Mauroy d'être un vrai internationaliste et un militant européen notoire ! Alors, pour moi, à cet instant, que dire qui ne soit pas superfétatoire, ce qui me conduit à n'évoquer que deux aspects de cette conviction et de ce militantisme.

D'abord ses amitiés de jeune adulte, par exemple avec Hans Appel, qui sera ministre des Finances puis de la Défense de Helmut Schmidt, à la suite d'une rencontre fortuite en Israël ; et avec Edouard Close, avant qu'il ne devienne bourgmestre de Liège, et qui me semble-t-il s'occupait alors de colonies de vacances.

Quant au militantisme européen, je soulignerai qu'à la différence d'un Guy Mollet qui pour se présenter comme partisan de l'Europe ramenait tout à la théorie fédéraliste, pour Pierre Mauroy rien de ce qui pouvait faire lien entre Européens n'était secondaire, par exemple, faire organiser une formation pour des candidats du PSOE aux premières municipales libres de l'après-Franco, ou mettre la fédération du Nord au service de la campagne du parti portugais et tenir meeting à Lille avec Mario Soares suite à la Révolution des œillets, et à l'autre extrémité du spectre des actions pour l'Europe, arracher le oui de Mrs Thatcher au Tunnel sous la Manche.

J'en viens au Parlement européen.

Pierre Mauroy y a été élu sur la liste nationale française du Parti socialiste menée par François Mitterrand. Premier fait notable, il y était en numéro 2, c'est-à-dire à un rang qu'il n'occupait plus dans l'appareil du Parti depuis le congrès de Metz, tenu quelques semaines auparavant et au cours duquel François Mitterrand, ne contrôlant qu'une majorité relative des

mandats dans ce congrès, ainsi que le vote final l'a montré, lui avait néanmoins refusé la recherche d'une synthèse générale afin de maintenir Michel Rocard en position minoritaire.

Mais une place sur une liste de candidats n'entraîne pas automatiquement position dans l'assemblée, même si la démission de François Mitterrand a donné à Pierre Mauroy une position théorique de numéro un des socialistes français. Des 22 ou 23 élus, combien accepteraient l'ordre de la liste en l'absence de François Mitterrand ? Et même plus, combien sont-ils vraiment sur la ligne européenne du Parti ?

Certes, l'engagement du Parti pour la participation de la France au processus de construction de l'Europe avait été confirmé et clarifié au congrès sur l'Europe tenu à Bagnolet en 1973. Mais il avait fallu pour cela une menace de démission de Gérard Jacquet, qui n'avait été levée qu'après une intervention ferme de Pierre Mauroy auprès d'un François Mitterrand qui semblait tenté de tergiverser, dont je me souviens avoir entendu Gérard très ému le remercier devant les camarades présents.

Par ailleurs, dans une vie d'assemblée multinationale et multilingue, où le formalisme – sans lequel il n'y a pas de démocratie assumée – doit s'encombrer par exemple des contraintes de traduction ou des délais de route, l'exercice d'une autorité politique exige un engagement personnel lourd, et des troupes marchant au commandement dans les méandres des procédures.

Je ne doute pas que Pierre le savait, tout comme Willy Brandt, que je cite à dessein. En effet, sans qu'il ne me donne de détails, Pierre m'a dit, après une réunion tenue avant la première séance plénière et dont je ne sais rien de plus, qu'il avait appuyé la tentative de Willy Brandt de rallier le groupe socialiste à un schéma de fonctionnement du nouveau parlement fondé sur deux ou trois réunions plénières dans l'année au cours desquelles on déciderait d'orientations générales et surtout auxquelles on pourrait intéresser les grands moyens d'information et à travers eux l'opinion publique.

Proposition vouée à l'échec, car elle revenait à dire à une proportion non négligeable des élus qu'on attendait d'eux le réalisme de reconnaître... qu'il leur arriverait souvent de jouer les utilités.

La proposition de Brandt, dont je ne sais pas comment elle avait été formulée, avait d'autant moins de chance d'aboutir que le nouveau parlement s'est trouvé devant un projet de règlement tout préparé par le bureau du parlement précédent, qu'il n'a eu de fait qu'à entériner et qui a pour effet de rendre encore plus lourd pour les élus le suivi continu des activités.

Le Parlement élu se réunit, il se donne une présidente, Simone Veil, et commence à examiner, d'autres diraient : « écluser », des rapports dont deux pourraient avoir un certain retentissement politique. Willy Brandt est intéressé par l'un, au groupe socialiste pas un élu SPD n'est absent et le résultat acquis pratiquement sans discussion, m'a-t-on rapporté. Willy Brandt aura donc son temps de tribune dans l'hémicycle. Et suivra bientôt le débat sur l'activité de la Commission des communautés européennes – la commission est unique, mais il y a encore la CECA, la CEE et l'Euratom –, débat qui est à titre principal du ressort de la Commission Politique, dont Pierre Mauroy est un des vice-présidents, et c'est à lui qu'il revient de présenter en séance plénière la position du groupe socialiste.

Cesser de « faire semblant ? »

Le groupe fournit les données, Pierre me mobilise ainsi que Pierre-Alain Douai et nous réunit à Lille, chez lui car il est grippé. Le canevas est bâti, des formules sont précisées, un projet se prépare dont le secrétariat du groupe est informé. Le lundi de la séance plénière je gagne Strasbourg, je vois le secrétariat général du groupe, je vais chercher Pierre à l'aéroport, il me demande de l'emmener dîner, et nous rentrons à l'hôtel sans pratiquement avoir abordé la question de son intervention et nous nous quittons en nous donnant rendez-vous pour le petit déjeuner, après lequel j'aurais à l'accompagner au Parlement où une réunion de groupe est prévue.

La suite, c'est le concierge de l'hôtel qui me l'apprend quand je descends pour le petit déjeuner : Pierre Mauroy a reçu un message lui fixant un rendez-vous, il a quitté l'hôtel avec ses bagages et me demande de contacter le secrétariat du groupe pour le faire remplacer.

Ce dernier point n'a pas été le plus difficile à exécuter : mon interlocuteur au groupe était un italien et Pierre a été honorablement remplacé par Zagari, un ancien ministre de Craxi, membre de la Commission Politique, et vice-président du Parlement Européen.

Pour le reste, de la raison de son départ, Pierre n'a pas jugé devoir m'en dire plus. A mon sens, s'il m'avait fait dire qu'il avait une obligation dont il ne me disait rien, c'est qu'il ne voulait rien me dire... Aussi n'ai-je rien à vous rapporter.

Cependant, j'ai le droit de conjecturer. Rendez-vous ? Pourquoi pas ? Pas de rendez-vous ? Je ne sais pas ! Je n'ai jamais su, ni même cherché à savoir.

Mais j'aime penser que quelque part, Pierre avait mesuré qu'en montant à la tribune, il allait « faire semblant » d'être un représentant actif des peuples européens, et qu'il n'avait pas d'autre moyen de cesser de « faire semblant » qu' en n'y allant pas.

Pour lui, faire semblant, ce n'était pas à la hauteur de sa passion pour l'Europe.

Il avait bien mieux à faire ailleurs.

Sa démission du Parlement européen prendra effet en date du 6 mars 1980.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Merci beaucoup Jean-Marie Faivre, pour ce propos sur les vrais combats de Pierre Mauroy qui se bat quand cela en vaut la peine.

Continuant à procéder chronologiquement, je me tourne vers Jean Peyrelevade.

/ **MICHEL THAUVIN**

Pardon. Je crois que Catherine Lalumière doit partir, elle a une autre réunion.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Excusez-moi, Jean Peyrelevade.

Catherine Lalumière, vous avez été ministre des Affaires européennes, certes sous Laurent Fabius mais vous avez été aussi ministre de Pierre Mauroy. Vous l'avez donc bien connu. On attend avec un très grand intérêt votre témoignage.

/ **CATHERINE LALUMIERE**

POUR PIERRE MAUROY, L'EUROPE COMME UNE ÉVIDENCE

Je m'excuse auprès de Jean Peyrelevade mais, en effet, j'ai un problème d'horaire.

J'ai écouté les intervenants précédents avec beaucoup d'intérêt. Je partage entièrement ce qu'ils ont dit. Mais, en fait, je n'ai connu les idées de Pierre Mauroy sur l'Europe qu'assez tardivement. J'ai plutôt glané des témoignages des uns et des autres car il a laissé, sur la scène européenne, une place importante.

Des réseaux d'amitié et une chaleur humaine remarquable

Une petite remarque tout d'abord. Le colloque s'intitule « Pierre Mauroy ou la passion de l'Europe ». Je dirais plutôt que pour lui l'Europe a été une évidence toute sa vie. Cette évidence pouvait être passionnée mais il m'a donné l'impression qu'à ses yeux, tout naturellement, il fallait construire l'Europe, en surmontant les obstacles et les scepticismes. Pour autant, et par comparaison avec ce qu'on peut faire aujourd'hui, il faut rappeler que Pierre Mauroy est un enfant de la guerre. Il était né en 1928, il avait donc dix ans au commencement de celle-ci. Cette évidence pour la construction européenne résulte, me semble-t-il, de cette situation. Sa

famille va connaître l'exode et ce qu'on a appelé « la drôle de guerre ». Elle va être témoin de l'hésitation entre ceux qui, terrorisés, vont essayer d'obtenir l'armistice pour être protégés et ceux qui vont entrer dans la Résistance.

Il est, bien sûr, trop jeune pour être directement concerné par ce choix mais les désarroi de tous ordres qu'il observe autour de lui vont le marquer profondément et renforcer sa volonté de contribuer à construire l'Europe, non pas de façon passionnée et irrationnelle, mais de façon extrêmement rationnelle. C'est en tout cas l'impression qu'il m'a donnée. Ceci étant, j'approuve ce que vous avez dit tout à l'heure : Pierre Mauroy connaissait tout le monde en Europe. Il avait des réseaux d'amis. Il n'avait pas appris l'Europe sur les bancs des grandes écoles mais dans des réseaux d'amitiés et des réunions de jeunes. Certes, Pierre Mauroy était très intelligent mais il était aussi extrêmement sensible. Le contact personnel et les liens d'amitiés comptaient beaucoup pour lui, beaucoup plus que ceux, formels, qu'on peut tisser dans des réseaux diplomatiques. Il ressortait de lui une chaleur humaine tout à fait remarquable.

Par ailleurs, il avait aussi été préparé aux idées européennes dans la mouvance de Guy Mollet. Il ne faut pas oublier qu'aux côtés de Guy Mollet figuraient Gérard Jacquet, Christian Pineau ou encore Robert Marjolin. Il y avait aussi Emile Noël, socialiste, qui fut l'un des hommes qui a entouré le jeune Pierre Mauroy et a sûrement influencé l'homme politique qu'il allait devenir.

Le nombre de réseaux auxquels Pierre Mauroy a appartenu est impressionnant. Il est d'abord, juste après la guerre, entre 1955 et 1959, secrétaire national des Jeunesses socialistes. Il a dû connaître alors de très nombreux jeunes qui deviendront par la suite des leaders. Il est ensuite secrétaire général et président de la Fédération Léo Lagrange, de 1951 à 2013, à vie, en quelque sorte. Là encore il s'agit d'un réseau qui va dépasser les frontières françaises. Il a occupé aussi, pendant un temps, le poste de secrétaire général du syndicat des Collèges d'Enseignement

Technique de la FEN. Là encore il a certainement eu des contacts avec d'autres européens.

Plus tard, de 1984 à 1992, il sera président de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, parmi lesquelles des villes européennes. De nombreux responsables actuels l'ont connu et se souviennent du rôle qu'il a joué à cette époque. Et puis, il a été pendant sept ans président de l'Internationale Socialiste, ce qui était extrêmement important. Il a rencontré alors tous les grands leaders socialistes de l'Europe, je ne vais pas les énumérer. Il avait une connaissance approfondie du monde européen, de ses réseaux et des points de vue qui s'y côtoyaient que peu de gens ont eue. Il ne l'avait pas acquise dans les livres mais par ses contacts.

J'insiste beaucoup sur ce point parce que je crois qu'il explique cette évidence qu'était pour lui l'Europe. Je l'ai dit, ce n'était pas quelque chose d'artificiel qu'on décide froidement, mais il l'avait vécu dès sa jeunesse et cela a marqué les différentes étapes de sa vie. Je me demande d'ailleurs si ces contacts ne lui ont pas fourni les matériaux avec lesquels il a pensé la nouvelle Europe en opérant une sorte de fusion entre les partis communistes et les partis socialistes. Il avait été, en effet, en contact avec des pays d'Europe de l'Est et il avait une vision des relations entre l'Est et l'Ouest prémonitoire par rapport à ce qui va se passer après la chute du mur de Berlin. Il s'agit d'une véritable originalité parce qu'il était exceptionnel que des hommes de son époque aient une vision aussi ouverte vers les pays de l'Europe de l'Est.

Il a laissé partout et pour tous ceux qui l'ont connu, l'image d'un homme ouvert et qui comptait de très nombreux amis. Nous ne sommes donc pas surpris qu'il ait été l'ami de Felipe Gonzalez, de Willy Brandt évidemment, et – c'est plus surprenant et j'ai été surprise quand je l'ai appris – de Mikhaïl Gorbatchev. Je n'ai appris que plus tard ces liens d'amitié qui l'avaient uni avec Gorbatchev dans la ligne de Willy Brandt et de l'Ostpolitik. Je vous assure qu'en France, à cette époque-là, on n'en était pas là !

Un homme d'Etat

Pierre Mauroy n'est pas spécialement connu pour avoir conduit une politique étrangère particulièrement audacieuse. Il n'était pas diplomate de carrière. Mais quand j'ai appris que, très tôt, il avait noué des contacts d'amitié avec Gorbatchev et qu'il l'avait d'ailleurs invité à Lille, j'ai senti à quel point il faisait preuve d'intuition, de sensibilité, d'ouverture d'esprit et d'intelligence car, je le redis, à cette époque-là, très rares étaient les Français qui avaient cette vision alors que l'Union soviétique était encore « l'autre monde ». Il va laisser une trace auprès de ces hommes-là, en particulier auprès de Mikhaïl Gorbatchev. Je n'ai pas le temps de reprendre, dans le détail, tout le travail invisible qu'il a fait mais je suis frappée par l'intelligence et par l'imagination qu'il y a là.

Une deuxième remarque porte sur l'événement que notre ministre, Harlem Désir, a évoqué, parce que j'en ai été le témoin et qu'il m'avait à l'époque beaucoup frappée. Il se situe après l'élection de François Mitterrand, après la panique qui avait saisi le gouvernement et le Premier ministre nouvellement nommés face à la crise monétaire et à l'obligation de bloquer les prix et les salaires. Cette décision avait été très difficile à prendre, alors que l'inflation atteignait 14 %. Les premières difficultés du septennat sont surmontées. Mars 1983 arrive, époque qu'Harlem Désir a évoquée. Je suis alors membre du gouvernement. Un jour, le Premier ministre m'avait invitée à déjeuner pour régler un problème concernant mon ministère. Je le vois arriver seul, revenant de l'Élysée. Je pense que c'est au moment où a eu lieu la crise mais je l'ai su après. Je vois donc arriver Pierre Mauroy, toujours très aimable et très gentil mais je le sens très perturbé, très frappé. Il me dit : « *je viens de voir le président. Nous avons eu une séance de travail très difficile* ». Il s'installe à table. Je le sens très seul et très marqué.

Je saurais plus tard que, en réalité, au cours de cette séance à laquelle je n'ai pas assisté mais dont j'ai vu le contrecoup avec l'arrivée de Pierre Mauroy dans sa salle à manger, il avait tenu tête au président. Il l'avait

fait en conscience, lui qui, sentimentalement, ne voulait pas entrer dans un temps de rigueur qui se ferait au détriment de l'intérêt immédiat des catégories sociales qui lui étaient chères. Mais en conscience, il considérait qu'il fallait privilégier le maintien de la France dans le système monétaire européen. Si j'ai bien compris, il n'avait comme supporter que Jacques Delors. Tous les autres, les visiteurs du soir et le président Mitterrand, étaient favorables à la sortie. Mais François Mitterrand lui a dit : « *vous êtes le Premier ministre, c'est à vous de choisir* ».

C'est donc Pierre Mauroy qui a pris la décision et qui a arbitré en faveur du maintien dans l'Europe. Quand j'ai reconstitué tout cela, quand j'ai vu ce colosse aussi marqué par la décision qu'il venait de prendre, j'ai ressenti une admiration sans bornes pour lui et reconnu en lui un homme d'Etat. C'est au moment d'une épreuve de ce type qu'on se dit que c'est un « grand bonhomme », ce n'est pas n'importe qui. C'est dans ces moments-là, quand on est seul à prendre une décision, que se révèle la vraie force de caractère et non quand tout va bien et qu'on prononce de jolis discours sur les estrades.

Je n'oublierai jamais ce jour de mars, dans cette période. Pierre Mauroy était un homme d'Etat. Il a surmonté avec un équilibre formidable cette si dure prise de décision. Mais je vous assure que cet arbitrage en faveur de l'Europe a constitué un brevet de vrai européen.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Il confie dans ses Mémoires qu'il a perdu le sommeil pendant quelques jours au cours de cette période parce que c'était quand même très dur.

/ CATHERINE LALUMIERE

Oui, bien sûr, c'était très dur mais il a pris la décision et il l'a maintenue. Il a d'ailleurs été critiqué parce qu'elle n'était pas conforme à ce que

certaines souhaitaient mais il l'a arbitrée et il a tenu le cap. Cela fait du bien d'avoir des hommes d'Etat de ce calibre. Comme mes prédécesseurs l'ont dit, j'ai gardé de Pierre Mauroy l'image d'un vrai européen. Pour l'être, il ne suffit pas de faire des discours enflammés tous les matins mais, dans des moments cruciaux, savoir arbitrer en faveur de l'Europe. Le tout – c'est aussi indispensable – sur fond de réseau d'amitiés, car construire l'Europe, certes, est une affaire de raison, mais aussi beaucoup de sentiments.

Pierre Mauroy avait en lui quelque chose qui n'est pas très répandu par les temps qui courent. Pour lui, l'Europe c'était un grand marché et ses réseaux d'amitiés mais c'était surtout des valeurs qui rejoignaient les valeurs socialistes mais qui n'étaient pas réservées aux seuls socialistes : les valeurs de liberté, de respect de l'autre, de solidarité.

Je pense qu'aujourd'hui nous avons déformé et appauvri le projet européen. Nous en avons fait un projet purement rationnel et matérialiste. Nous ne parlons plus que du marché. Le marché est un bien. Faire marcher l'économie est indispensable comme lutter contre le chômage. Mais si nous laissons de côté les questions sociales et les valeurs humanistes, le projet européen devient ce que décrit Elie Barnavi dans son petit livre publié il y a quelques années et intitulé « L'Europe frigide ». Pierre Mauroy était le contraire de l'Europe frigide. Il mettait des sentiments dans toute son action publique. Nous avons besoin de responsables comme lui.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Mais quand vous tenez ces propos, pensez-vous que c'est le choix d'avoir fait l'Europe par le marché qui a conduit à cette espèce d'Europe frigide ou est-ce une perte d'attention des responsables européens qui ont oublié de mettre un peu de sentiments et d'âme dans la construction européenne ?

/ **CATHERINE LALUMIERE**

Je ne regrette pas que l'on ait décidé, avec le traité de Rome, de mettre en perspective le chantier du grand marché. Il fallait le faire. Ce que je regrette, c'est que ce faisant, nous n'ayons pas pris la précaution de développer aussi une Europe humaniste, une Europe des sentiments, une Europe des valeurs. Là est l'erreur : ce n'est pas d'avoir fait le grand marché, c'est de n'avoir fait que le grand marché et d'avoir sacrifié ce qu'un homme comme Pierre Mauroy aurait fait – il avait déjà commencé à le faire – c'est-à-dire une Europe construite sur des amitiés, sur des sentiments, sur des solidarités.

Comment voulez-vous que les citoyens de base, surtout lorsqu'ils sont dans la difficulté, aujourd'hui aiment l'Europe ? Elle leur apparaît comme quelque chose de froid, sans âme, sans chaleur humaine, sans proximité avec leurs problèmes, sans tout ce qu'un homme comme Pierre Mauroy aurait fait parce qu'il était entrain de le faire. Nous sommes aujourd'hui en partie responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons depuis vingt ou trente ans parce qu'il n'y a pas eu d'homme comme Pierre Mauroy pour dire : attention les amis, nous sommes entrain de courir à la catastrophe ! Nos concitoyens vont se détourner du projet européen, ils ne vont pas l'aimer, parce que vous êtes trop rationnels et trop préoccupés par vos pourcentages, vos courbes, vos chiffres etc.... Vous allez échouer parce que, à un moment donné, nos concitoyens vont lâcher prise.

Malheureusement, Pierre Mauroy n'était pas là et « les Mauroy » sont devenus extrêmement rares. C'est dommage.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Merci beaucoup Catherine. C'était un témoignage très intéressant. Je me tourne maintenant vers Jean Peyrelevade. Les journées de mars 1983 ont été beaucoup évoquées. Je les ai vécues comme

journaliste. J'ai pu constater la solitude de Matignon et les hésitations de l'Élysée. La teneur des articles qu'on écrivait changeait chaque soir. Comment vous, qui étiez à l'époque directeur de cabinet adjoint de Pierre Mauroy, avez-vous vécu ces heures ? Comment expliquez-vous que Pierre Mauroy ait tenu ? Il avait, certes, autour de lui, une équipe extrêmement soudée.

Ce qui est frappant, c'est le contraste entre les hésitations de François Mitterrand qui un jour dit qu'il va démissionner et un autre qu'il reste dans le SME et l'équipe de Matignon qui, dès le début, estime que ce serait dramatique de sortir du système monétaire européen. Pouvez-vous nous raconter, de l'intérieur, ce qui s'est passé ?

/ JEAN PEYRELEVADE

VIRAGE DE LA RIGUEUR : PIERRE MAUROY LE SAVAIT INÉLUCTABLE

Oui, bien sûr. Mais auparavant je voudrais dire quelques mots sur la personnalité de Pierre Mauroy. Cela me paraît nécessaire pour éclairer les réponses aux questions que vous me posez. J'ai connu Pierre Mauroy en 1963 et j'ai milité à ses côtés, avec beaucoup d'autres, jusqu'en 1981. J'ai appris à le connaître. C'était un homme beaucoup plus complexe qu'il n'y paraissait mais qui présentait deux ou trois caractéristiques majeures dont je souhaiterais beaucoup qu'elles inspirent aujourd'hui les hommes politiques.

Etre politiquement prêt

Premièrement, il voyait loin, aussi bien pour la France que pour la gauche. Il ne faisait pas semblant, il n'a jamais été un homme de posture. Seules l'intéressaient les questions de fond, dans une vision à long terme. Deuxièmement, pour lui, les problèmes étaient faits pour être résolus. J'ai eu l'occasion de le constater à plusieurs reprises. Ce qui est aussi, dans la politique d'aujourd'hui, un concept qui s'est beaucoup affaibli. Sur le plan humain, il était un mélange étonnant de vraie modestie et de pleine conscience de ses capacités. Trois dimensions majeures formaient

sa pensée. La première : rassembler toutes les composantes de la gauche. Je rappelle pour mémoire que je l'ai connu alors qu'il n'était pas encore conseiller général (nous sommes plusieurs dans cette salle à l'avoir connu à peu près à la même époque). C'était déjà sa préoccupation numéro un. Peu lui importait son destin personnel dès lors qu'il réussissait. Or, il a réussi. La comparaison est intéressante avec les personnalités plus ou moins narcissiques d'aujourd'hui qui déclarent vouloir rassembler la gauche, à condition que la gauche soit derrière elles.

Les deux autres dimensions sont indissociables. C'est pourquoi je les lie : d'une part, pour Pierre Mauroy, la gauche doit s'inscrire au pouvoir dans la durée; il faut en finir avec ces parenthèses rapides où elle fait de grandes mesures sociales et puis s'en va. D'autre part, la gauche doit affirmer sa volonté européenne.

J'en viens à votre question. Je vais remettre à Michel Thauvin dans la semaine qui vient les souvenirs personnels de mes relations avec Pierre Mauroy avant Matignon. C'est un témoignage qui tient en une dizaine de pages. Après avoir entendu les interventions d'Harlem Désir et de Catherine Lalumière, je me dois d'y ajouter le récit de ce qui s'est passé à Matignon. J'ai d'ailleurs mis du temps à en prendre conscience.

En arrivant à Matignon, Pierre Mauroy savait déjà que le virage de la rigueur était inévitable. C'est pourquoi il était politiquement prêt quand il s'est produit. De notre côté, avec Henri Guillaume, nous lui avons fourni les éléments techniques, ce que nous avons déjà commencé à faire bien longtemps avant qu'il ne soit nommé Premier ministre.

Cette action s'est déroulée en plusieurs phases.

- *Première phase, la dévaluation d'octobre 1981* qui était inéluctable à partir du moment où nous avons mis en place, depuis la victoire de François Mitterrand, la politique économique qu'il avait annoncée pendant la campagne. Cette dévaluation a d'ailleurs été techniquement ratée parce que Henri Guillaume et moi-même avons été un peu naïfs. Nous n'étions ni l'un ni l'autre issus de la haute fonction publique et nous

étions alors très révérencieux à l'égard de Bercy (Rivoli à l'époque). Je me souviens très bien de ce matin de dimanche d'octobre 1981 où l'on a vu arriver, très sérieux, leurs serviettes sous le bras, Jacques Delors et Philippe Lagayette et nous dire qu'il fallait dévaluer. Nous avons prévenu le Premier ministre de cette éventualité.

Nous leur avons simplement demandé quelles mesures d'accompagnement ils prévoyaient. En effet, tous les économistes sérieux (pas les économistes atterrés) savent que pour réussir une dévaluation, il faut qu'elle soit accompagnée d'un plan d'accompagnement où l'on serre les vis. Or, ce plan était inexistant : les seules mesures prévues étaient des mesures de restriction budgétaire. Or le budget était entre les mains de Laurent Fabius. Compte tenu des relations, à l'époque, entre Jacques Delors et Laurent Fabius, cela relevait du *wishful thinking* !

Henri Guillaume et moi avons alors tout de suite informé Pierre Mauroy que la dévaluation d'octobre était ratée et qu'il fallait s'attendre à en faire une seconde parce que les sorties de capitaux avaient recommencé dès le lendemain. Doucement mais sûrement. Pierre Mauroy a voulu savoir quand envisager cette seconde dévaluation. Je lui ai répondu avec un peu d'optimisme : à peu près dans un an, donc en septembre 1982. En fait, nous n'avons pas tenu jusque-là.

Henri Guillaume et moi sommes convenus entre nous que la prochaine fois, nous contrôlerions nous-mêmes le processus. Les briques étaient en place. Février 1982 arrive. Je n'oublierai jamais ce jour où Pierre Mauroy nous fait venir dans son bureau et nous dit : « *Alors les enfants, où va-t-on ?* » Nous lui répondons : « *Droit dans le mur* », avec cette espèce de dérision qu'il acceptait de notre part. « *Mais encore ?* », relança-t-il.

Je lui ai alors expliqué que j'avais lu pendant le week-end le livre sur la politique économique du gouvernement britannique que j'avais emprunté au secrétaire général du gouvernement. Ce dernier m'avait d'ailleurs demandé si je savais quel était le dernier Etat et le dernier gouvernement à être allés quémander de l'aide au FMI parce qu'ils étaient en état de faillite. Je l'avais plus ou moins oublié. C'est le dernier

gouvernement travailliste britannique, celui de James Callaghan en 1969, m'a-t-il dit, auquel a bientôt succédé Mme Thatcher.

La discussion s'est poursuivie quelques minutes dans la dérision, moi invitant le Premier ministre à prendre des billets pour Washington et préparer sa valise. « *Soyons sérieux* », nous arrête-t-il soudain. Nous lui expliquons qu'il va devoir procéder à une nouvelle dévaluation et qu'il faudra l'accompagner sérieusement. Sa réponse fut immédiate : « *préparez-moi une note pour le président* ».

Une grande conférence patronat-syndicats

Le travail a été effectué intégralement au pavillon de musique de Matignon. Henri Guillaume a rédigé les dix versions successives de la note, que je corrigeais ensuite et dont j'ai encore quelques exemplaires dans mes archives personnelles. Bien évidemment nous y avons associé Philippe Lagayette et Jacques Delors, qui venait déjeuner une fois par semaine avec Pierre Mauroy et qui était le seul soutien au sein du gouvernement. Les autres membres ne se doutaient pas de ce qui se passait, ils nous laissaient donc tranquilles ! Une différence d'appréciation intéressante s'est instaurée entre Jacques Delors et Pierre Mauroy sur le blocage des salaires. Pierre Mauroy me demandant ce que je suggérais, je lui conseillais de bloquer les prix pendant trois ou quatre mois pour casser l'inflation qui s'élevait alors à 14 %.

Le blocage des prix n'est pas une mesure très fréquente dans l'histoire économique française, elle n'avait pratiquement jamais été mise en œuvre, du moins sur une durée aussi longue et de façon aussi généralisée.

Je lui ai cependant fait remarquer que s'il voulait protéger les entreprises, sauf à faire éclater le système productif, il fallait aussi bloquer les salaires et les revenus. Au déjeuner suivant, Jacques Delors avait affirmé qu'il était préférable de faire confiance aux syndicalistes, parler avec eux et en appeler à leur sens des responsabilités. Pierre Mauroy réunit alors une grande assemblée qui regroupait l'ensemble du patronat et des syndicats le 17 juin 1982, quatre jours après la dévaluation. Il faisait confiance à

Henri et à moi-même mais jamais de manière aveugle. On discutait des heures et des heures, plutôt des nuits et des nuits ! Il n'était pas très bien organisé. C'était un Premier ministre fatiguant. Quand il hésitait, il réunissait des avis contraires et il finissait par trancher.

Il réunit donc sa grande conférence. Telle était sa méthode : certes avec toutes les composantes du patronat – il y avait même le CID-Unati (poujadiste) à l'époque – et tous les syndicats. Après un discours introductif et quelques mots de Jacques Delors sur le thème « *soyez raisonnables et tout ira bien* », il a organisé un tour de table à l'issue duquel il nous a donné raison. « *J'ai compris, jeunes gens, on y va* ». On a donc bloqué les prix et les salaires. C'est, à ma connaissance, unique dans l'histoire économique française. C'est le virage radical qui était prêt dans sa tête. Cela faisait des années qu'il discutait avec Henri et avec moi, des mois qu'il nous interrogeait de toutes les façons possibles et imaginables. Il n'était pas économiste mais lui, il le savait. Il avait l'humilité et la fierté à la fois d'aller chercher les connaissances qui lui manquaient et d'en débattre. A Matignon même, Henri Guillaume lui a donné régulièrement des leçons d'économie, à sa demande, au petit déjeuner, à six heures du matin en général (c'était trop tôt pour moi !). Voilà pour la première phase.

- *Deuxième phase : entre juin 1982 et mars 1983.* Je résume. Nous sommes sous surveillance permanente de l'Elysée et subissons l'hostilité générale de la quasi-totalité du gouvernement, mis à part Jacques Delors et Michel Jobert. Je suis désolé de devoir tenir des propos désagréables puisqu'il n'est plus parmi nous ; mais Michel Rocard, dont on aurait pu penser qu'il aurait été un allié objectif, nous a causé tous les ennuis possibles.

Nous étions donc seuls. J'ai personnellement participé aux côtés de Pierre Mauroy que j'accompagnais, à toute une série de conseils restreints qui se sont déroulés à l'Elysée pendant l'été 1982. Nous étions convenus, après une longue négociation compliquée et diplomatique, que les ordres

du jour successifs seraient fixés alternativement par l'Elysée, c'est-à-dire par Jacques Attali, et par Matignon, c'est-à-dire par moi-même avec l'aval de Pierre Mauroy, bien entendu. Juste pour vous donner une idée : pour la première séance, je mettais à l'ordre du jour l'équilibre du commerce extérieur, la séance d'après, Jacques Attali et l'Elysée programmaient la relance par l'investissement industriel, et au retour à l'équilibre budgétaire, faisait suite les programmes de grands travaux. Nous étions sous surveillance permanente.

En mars 1983, sur ce sujet-là, les membres du cabinet avec lesquels Pierre Mauroy travaillait étaient en nombre très restreint. Michel Delebarre, Henri Guillaume, Thierry Pfister et moi en étions les pivots permanents. Pierre Mauroy nous a d'ailleurs raconté avec un grand sourire que François Mitterrand lui avait fait remarquer que les principaux collaborateurs de son cabinet étaient tous anti-mitterrandistes. J'écrirai un jour sur un certain nombre de conseils restreints de l'été dans lesquels il s'est passé des choses assez extraordinaires.

Nous perdons les élections municipales de mars 1983 mais moins fortement, au moins au deuxième tour, que ce qu'on avait prévu. A l'issue du premier tour, nous étions tous convaincus que nous allions partir. Nous commençons même à faire nos cartons. D'ailleurs, pendant une semaine – ceux qui étaient au cabinet doivent s'en souvenir – nous avons eu une paix royale. Pour occuper ma petite équipe, je lui ai proposé de travailler sur l'ajustement du plan de 1982 qui était insuffisant en apportant la rallonge nécessaire pour surmonter les obstacles restants.

Tenir sur le maintien dans le SME

Au lendemain du deuxième tour, François Mitterrand convoque Pierre Mauroy qui se rend à l'Elysée avec sa lettre de démission en poche. Il entre dans le bureau du président qui lui confirme à la fois qu'il le garde comme Premier ministre mais qu'il lui demande de sortir du SME, ainsi que nous le raconte dès son retour à Matignon Pierre Mauroy. Pierre Mauroy lui répond ces mots devenus célèbres : « *Monsieur le président,*

si vous voulez un Premier ministre qui conduit sur verglas, prenez quelqu'un d'autre que moi, moi je ne sais pas faire ».

A ce moment-là, François Mitterrand fait marche arrière mais sans rien décider. Le service « communication » de l'Elysée commence à expliquer que Pierre Mauroy est sur le point d'être renouvelé, sans qu'il y ait de confirmation officielle. Ni nous ni les journalistes ne savons plus très bien où on en est. Pierre Mauroy rentre alors à Matignon. Je ne pense pas que ce soit ce jour-là qu'il a déjeuné avec Catherine Lalumière. Dans mon souvenir, en effet, il a immédiatement réuni les quelques personnes dont je viens de parler et nous avons vécu pendant quarante-huit heures, sinon trois jours, de façon quasiment permanente avec lui.

Il était convaincu qu'il fallait tenir sur la question du maintien dans le SME. Il nous faisait sans cesse ressortir la liste de nos arguments et à chaque fois il essayait de trouver la faille. Il l'écrit d'ailleurs dans ses Mémoires. A un moment donné, je lui ai dit que je ne supportais plus de répéter toujours la même chose, dans un climat très tendu. Je lui ai suggéré d'entendre ceux qui, parmi ses amis, avaient un autre avis et de comparer ce qu'ils lui disaient avec ce que lui conseillait son cabinet. Il a ainsi convoqué Pierre Uri et Jean Defflassieux qui avait été mon patron dans une vie immédiatement antérieure. Il les a écoutés et il est revenu vers nous en nous disant qu'il nous faisait confiance une fois de plus.

Au troisième jour, au moment même où Pierre Mauroy commençait à fléchir – c'est pourquoi j'appelle cette semaine la semaine sainte – François Mitterrand avait contacté Laurent Fabius pour le nommer Premier ministre et pour sortir du SME. Mais Laurent Fabius devait décliner après avoir rencontré Michel Camdessus, le gouverneur de la Banque de France. Il le fait parce que, pour parler simplement, tout d'un coup « il a la trouille » devant le risque.

En attendant, nous restons à Matignon sans savoir qui est Premier ministre. Peut-être va-t-on rester dans le SME, mais après un tel acte d'insubordination, Pierre Mauroy n'a aucune chance d'être à nouveau à Matignon. Le jeudi – coïncidence étonnante – je quitte officiellement

Matignon (où en fait je reste encore un peu) pour prendre la présidence de Suez, moment de vie s'il en est ! Le dimanche suivant, une troisième dévaluation est effectuée. Nous sommes tous convaincus que Jacques Delors va être nommé Premier ministre. Je passe sur les épisodes que tout le monde connaît.

Il y en a un qui est important pour les amis de Pierre Mauroy. Je ne sais pas si vous le connaissez. Le lundi, quand un nouveau gouvernement est sur le point d'être formé après la dévaluation qui devait maintenir la France dans le SME, Pierre Mauroy est persuadé que c'est Jacques Delors qui va lui succéder. Il quitte Matignon avec, à nouveau, une lettre de démission, cette fois-ci signée, en poche. Arrivé à l'Elysée, François Mitterrand lui dit « *Je vous garde* ». Pierre Mauroy revient à Matignon et dans la voiture, il donne sa lettre de démission signée à Thierry Pfister. « *Tu peux la prendre maintenant* », lui dit-il « *elle ne sert plus à rien* ». Thierry Pfister a, entre les mains, s'il l'a gardée, une lettre de démission de Premier ministre signée mais inutilisée, ce qui est historiquement intéressant et sans doute rare...

Cet épisode ne s'est pas passé tout seul, je vous l'ai dit. Mais s'il y a une chose, à mon avis, qu'il faut que vous reteniez de mon témoignage, parce que j'ai fini par m'en convaincre après avoir beaucoup réfléchi, c'est l'idée que Pierre Mauroy savait depuis très longtemps que le virage de la rigueur allait arriver et qu'il fallait ce jour -là qu'il soit en capacité de faire face.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Votre témoignage est très intéressant. J'ai quelques questions à vous poser. Dans le débat, certains à l'Elysée pensaient que, même si la France sortait du SME, la politique de rigueur était inévitable mais qu'elle serait peut-être un peu moins forte. Pourquoi était-il si essentiel pour Pierre Mauroy de rester dans le SME ? Au-delà du plan de rigueur, craignait-il que le fait de sortir du Système monétaire européen signifiait sortir de l'UE ? Ou la dimension « plan de rigueur » nécessitait-elle de rétablir les comptes ?

/ JEAN PEYRELEVADE

Les deux dimensions coexistaient, c'est pourquoi j'ai beaucoup d'admiration pour cet homme. La dimension européenne est évidente mais un homme politique normal si je puis dire, un homme politique habituel, fort de sa conviction européenne, aurait dit : on reste dans le SME parce que je suis européen. C'est d'ailleurs ce qu'a dit François Mitterrand, une fois qu'il eut accepté, non sans mal, l'idée de ne pas sortir du système monétaire.

Mais s'il n'y avait eu que la seule dimension européenne, Pierre Mauroy n'aurait pas eu besoin de nous.

En fait, pourquoi avons-nous maintenu jusqu'au bout l'argumentation économique ? Parce que notre conviction était – et nous l'en avons persuadé – que si on sortait du SME, nous n'allions pas vers moins de rigueur, mais vers plus de rigueur. Cette démonstration a été longue, non pas à élaborer, mais à faire partager parce qu'elle reposait à la fois sur l'expérience de l'histoire économique de notre pays et sur une certaine intuition. D'une certaine manière, c'est le même raisonnement qu'a tenu à sa façon, sur le plan monétaire, Michel Camdessus, avec lequel nous ne nous étions pas coordonnés, à Laurent Fabius. C'est ce qui a fait peur à ce dernier qui parlait d'une analyse différente, se retrouver le lendemain avec un pays ingouvernable.

Parce que la parité fixe est quand même, à tout moment, une ancre. Il est plus facile de conduire un bateau quand vous avez une ancre que lorsque vous êtes complètement dépendant des mouvements de la marée.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Comme vous l'avez signalé, c'est à partir de ce tournant que François Mitterrand s'ancre profondément dans l'Europe et construit le projet européen, ce qui va constituer une étape essentielle du septennat.

L'autre question que j'avais à vous poser porte sur le fait, comme

Catherine Lalumière l'a précisé dans son témoignage, que Pierre Mauroy est très ébranlé par cet épisode parce que c'est la première tension très forte qu'il vit avec François Mitterrand, avec lequel, par ailleurs, il forme un couple assez exceptionnel sur le plan président de la République / Premier ministre. Comment l'avez-vous vécu ? L'avez-vous senti ébranlé ou au contraire solide ? Lorsqu'il va remettre ses deux lettres de démission, comment réagit-il ?

/ JEAN PEYRELEVADE

A nouveau la réponse est complexe et présente deux dimensions. Quand Pierre Mauroy va remettre ses deux lettres de démission, il est serein parce qu'il est dans une partie de l'histoire qu'il croit avoir prévue. Il a décidé, en amont, de démissionner donc il est décontracté. Mais, en fait, l'histoire ne se déroule pas comme il le pense. La tension naît quand il revient à Matignon, qu'il déjeune avec nous et qu'il dit : « *Voilà ce que j'ai dit au président* ». D'abord nous l'admirons et nous le félicitons puis les discussions s'engagent de manière très tendues pendant deux jours et demi. Nous sentons bien qu'il est pris entre sa relation personnelle avec François Mitterrand, qui est très forte, et sa conviction politique et intellectuelle que c'est son cabinet qui a raison.

Un homme complexe

C'était une atmosphère très curieuse, faite à la fois de passion, d'énerverment, de rires et presque de tendresse. A un certain moment, Michel Delebarre lui dit au milieu des discussions : « *Ecoute Pierre, si tu veux changer de politique pour faire plaisir au président, tu dois changer quelque chose auparavant* ». Pierre lui demande quoi. « *Ton cabinet* », lui répond-il. Pour lui, cela aurait représenté un arrachement d'une autre sorte. Car, tel qu'il était fait, travailler avec des gens avec lesquels il n'avait pas une relation affective était impossible. La confiance qu'il nous accordait avait été construite pendant presque vingt ans. Elle avait été

prouvée chaque jour et avait acquis une dimension affective. Mais il a assumé.

Bien qu'étant à l'extérieur, j'ai eu le privilège amical d'être invité à plusieurs reprises au moment où il a quitté le gouvernement. J'ai notamment assisté au dernier dîner avec Alain Savary portant sur les problèmes d'éducation nationale. Il a dit à Savary : « *Si tu démissionnes, il faut que tu sois conscient que ta démission entraîne celle du Premier ministre. Je te demande donc de ne pas démissionner* ». Alain Savary ayant insisté, Pierre Mauroy a décidé qu'il démissionnerait dans la foulée. Il était, ce jour-là, parfaitement résolu et calme. Il portait sur François Mitterrand un regard très amical. Ils étaient d'une certaine manière solidaires l'un de l'autre. François Mitterrand lui avait dit, dès Epinay, soit dix ans avant, ce que personne d'entre nous ne savait alors : « *Si jamais je suis président de la République, vous serez mon Premier ministre* ». J'ai appris que je rejoignais Matignon quarante-huit heures après l'élection de François Mitterrand.

Il faisait donc preuve d'un attachement très fort et en même temps, de temps en temps, il pouvait dire à propos de François Mitterrand des choses sur un ton qui nous faisait rire mais qui n'étaient pas piquées des vers. Je ne les répéterai pas sous crainte de diffamation. Encore une fois, c'était un homme beaucoup plus complexe que l'image qu'il donne.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

J'ai encore une question sur cette période marquée par le tournant de la rigueur. Ce tournant a été minimisé. Pour l'opinion publique, on a parlé de « parenthèse ». Vous, à Matignon, vous étiez plutôt favorable à dire la vérité et à expliquer qu'il ne s'agissait pas d'une parenthèse, mais la condition pour qu'une vraie gauche demeure au pouvoir et s'assume dans la durée ?

/ **JEAN PEYRELEVADE**

Je vais dire une horreur. Sur l'instant, nous avons cru avoir gagné ce combat dont l'expérience montre aujourd'hui qu'il n'a jamais été soldé entre la gauche de gouvernement et la gauche tribunicienne. En fait nous l'avons perdu. Pour deux raisons : d'abord parce que le parti socialiste, par son personnage le plus officiel, c'est-à-dire Lionel Jospin, Premier secrétaire à l'époque, a dit publiquement « *La rigueur est une parenthèse* ». Or, le « virage de la rigueur » était une expression de Pierre Mauroy lui-même. Donc la rigueur est une parenthèse, cela signifiait en fait « *Pierre Mauroy est une parenthèse* ».

L'explication n'a pas eu lieu

La deuxième raison incombe à Pierre Mauroy. C'est peut-être une différence par rapport à aujourd'hui. Nous étions amis et parfois familiers avec lui, mais nous le traitions avec référence parce que c'était le Premier ministre, un personnage imposant. Nous avions une relation amicale mais en même temps il était très impressionnant. Nous lui donnions toujours notre avis. Toujours. Et de manière parfois véhémente. Mais il avait un cabinet totalement discipliné. Donc au moment où le virage de la rigueur a été pris, nous étions convaincus que c'était un changement majeur de politique économique. Nous étions jeunes à l'époque – j'avais quarante-trois ans. Notre tendance naturelle était de dire qu'il s'agissait d'un changement fondamental. Pierre Mauroy nous a interdit de parler de changement de politique économique. Nous étions disciplinés, nous nous sommes tus.

Il en a été de même pour la deuxième grande défaite que nous avons accusée, les trente-neuf heures payées quarante, œuvre de Pierre Bérégovoy. Je m'excuse de le mettre ainsi en cause. Nous avons convaincu Pierre Mauroy, après des semaines et des mois de discussion, que le partage du travail était possible à condition de faire en même temps un partage du revenu. Il a même prononcé publiquement un discours où les deux expressions – partage du revenu, partage du travail – sont rapprochées.

Pierre Mauroy arrive à l'Élysée avec la proposition « trente-neuf heures payées trente-neuf ». Il en ressort avec « trente-neuf heures payées quarante ». Quand il est revenu à Matignon – il y a sûrement des gens du cabinet qui s'en souviennent – c'était la révolte. « *Une fois de plus ils ne comprennent rien, on en a assez de tous ceux qui préfèrent la CGT à la CFDT, les archaïques aux réformistes...* » Bref, le débat d'aujourd'hui... A son retour, Pierre Mauroy était crispé. Pour lui, il s'agissait clairement d'une défaite. Il fut presque violent avec nous. Il nous a imposé le silence. Il était discipliné et donc nous aussi. Je suis désolé de le dire comme cela, mais avec le recul, je me dis que nous ne sommes pas allés jusqu'au bout des explications, alors qu'à ce moment-là, les problèmes étaient beaucoup plus simples que ceux d'aujourd'hui. L'explication n'a pas eu lieu et donc nous avons perdu.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Merci infiniment pour ce témoignage très intéressant. Nous allons nous tourner maintenant du côté de l'Internationale socialiste et évoquer notamment l'amitié de Pierre Mauroy avec Willy Brandt. Nous allons écouter Véronika Isenberg, ancienne secrétaire internationale du SPD et une très proche collaboratrice de Willy Brandt. Ce qui est remarquable, c'est l'amitié entre ces deux hommes et cette (presque) même vision de l'ostpolitik, c'est-à-dire le rapprochement avec l'Europe de l'Est, qui a été conduit par Willy Brandt avant la chute du mur de Berlin et qui a été prolongé par Pierre Mauroy après la chute.

/ VERONIKA ISENBERG

PIERRE MAUROY : L'ART DE TRANSFORMER UNE CRISE EN UNE OPPORTUNITÉ

Avant d'aborder ce sujet, je voudrais ajouter quelques mots après l'exposé de Jean Peyrelevade. La dernière dévaluation du franc fut suivie de la réévaluation du mark, ce qui était un geste d'amitié indispensable au succès de la politique de stabilisation du Premier ministre Pierre Mauroy et de sa décision de rester dans le SME. C'était l'aboutissement d'une coopération, commencée le 24 mai 1981, trois jours après la passation du pouvoir à Matignon, entre le chancelier Helmut Schmidt et le président François Mitterrand et son Premier ministre Pierre Mauroy.

La question des communistes au gouvernement français

François Mitterrand et Helmut Schmidt se connaissaient peu. François Mitterrand se souvenait certainement de la menace de Helmut Schmidt, formulée à Helsingör lors d'une rencontre de l'Internationale Socialiste, de couper les crédits allemands aux pays – la France et l'Italie notamment – qui feraient entrer des communistes au gouvernement. Si Helmut Schmidt a longtemps maintenu sa menace (officiellement démentie) vis-à-vis de l'Italie, il a changé d'avis pour la France. Il l'a prouvé par la suite en aidant le gouvernement Mauroy à surmonter la crise financière aigue.

Helmut Schmidt était un ami de Valéry Giscard d'Estaing et un fervent défenseur du serpent monétaire, le SME, mais il était aussi très atlantiste et inquiet de l'entrée des communistes au gouvernement. Pour lui, des ministres communistes constituaient une menace pour l'OTAN parce qu'ils pouvaient avoir accès à certains dossiers alors qu'ils subissaient encore l'influence de Moscou. Même si cette influence avait diminué, un certain risque subsistait à son avis. A Washington, où Helmut Schmidt avait passé quelques jours, on craignait même la fin de l'Alliance Atlantique.

En Allemagne, on ne comprenait pas pourquoi le nouveau président socialiste avait fait entrer les communistes au gouvernement alors qu'il avait la majorité absolue à l'Assemblée Nationale et n'avait pas besoin d'eux. Personnellement je pense qu'il le faisait précisément parce qu'il ne dépendait pas d'eux. D'ailleurs, sa stratégie fut couronnée de succès. Où sont les 25 % de voix, dont le PC disposait dans les années soixante ?

Mais, dans le monde occidental, l'incompréhension l'emportait, entraînant la panique sur les marchés financiers et dans les milieux économiques, qui craignaient aussi les nationalisations. Le nouveau gouvernement héritait de 14 % d'inflation, c'était déjà un lourd handicap, mais en plus, en quelques jours, les réserves en devises s'épuisaient. Le seul élément rassurant était la nomination de Pierre Mauroy comme Premier ministre, qui était connu de longue date comme européen convaincu et homme expérimenté.

Dans cette situation critique, le très influent ministre Hans Jürgen Wischniewski dit à Helmut Schmidt à son retour de Washington, qu'il devait absolument passer par Paris. Helmut Schmidt, d'abord réticent, envoya un homme de confiance, Lahnstein, préparer cette rencontre imprévue du 24 mai.

Dans l'entretien entre le chancelier et le président, deux thèmes dominaient : l'Europe et l'affaire des euromissiles. La double décision de l'OTAN, inspirée par Helmut Schmidt et endossée par le congrès du SPD de décembre 1979, avait pour but de faire face au déploiement des SS-20 soviétiques, menaçant les pays européens mais non l'Amérique,

en négociant leur retrait ou, en cas d'échec, de déployer dans des pays européens - la Belgique, les Pays-Bas, la Grande Bretagne, l'Italie, la RFA – des missiles de croisière américains – et 108 Pershing-II en Allemagne de l'Ouest uniquement. Schmidt tenait beaucoup à être soutenu par le président dans cette question. Il voulait montrer sa fermeté vis-à-vis de l'Union Soviétique.

François Mitterrand, qui n'était pas directement concerné parce qu'aucun missile n'aurait été déployé en France, n'avait pas, d'après Jacques Attali, une opinion complètement arrêtée sur cette question si ce n'est qu'il ne voulait pas que la France soit partie prenante ni aux négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'URSS, dans lesquelles le potentiel nucléaire français ne devait pas être compté, ni entravée dans sa politique concernant le nucléaire militaire.

Comme Helmut Schmidt insistait beaucoup, il finit par lui donner son appui. Sur l'essentiel, le président Mitterrand ne changeait plus de position, comme le prouve son discours devant le Bundestag en 1983. En sortant de cet entretien, Helmut Schmidt avait obtenu satisfaction sur cette question. Il avait en même temps senti que François Mitterrand, en matière de sécurité, ne se laissait pas influencer par les objections du partenaire communiste, forcément hostile à la double décision de l'OTAN et à tout déploiement éventuel de missiles, dirigés contre l'Union Soviétique.

Faire la paix entre le PS et le SPD : Pierre Mauroy médiateur

En contrepartie, il décida de soutenir le gouvernement de Pierre Mauroy dans la crise financière aigue. Si sa venue à Paris était déjà en soi un signe aux marchés, il entreprit plus qu'on ne sait. Vous savez que la Bundesbank était un tabou. Totalement indépendante, elle est l'une des clés du succès de la politique financière et monétaire allemande. Au lendemain de la visite du chancelier Schmidt, Jacques Attali constate : « ça va mieux ».

Hubert Védrine écrit que le gouvernement lorgnait vers l'Angleterre. Je pense que ce sont plutôt les faits qui ont contraint le gouvernement français à avoir des contacts étroits avec l'Angleterre, qu'il s'agisse de la guerre des Malouines, du projet du tunnel sous la Manche ou des problèmes que la Première ministre Margaret Thatcher posait à l'Union européenne. Certes, il fallait trouver un *modus vivendi* avec Mme Thatcher au Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984, mais les relations avec la République fédérale d'Allemagne étaient indispensables pour la survie économique du gouvernement Mauroy. C'est d'ailleurs en étroite collaboration entre François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl que la solution pour surmonter la crise européenne, créée par Margaret Thatcher, fut trouvée.

Contrairement à Helmut Schmidt, Willy Brandt avait depuis quelques années compté avec l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir et avait préparé cette éventualité par des entretiens, des déclarations communes et un voyage spectaculaire retraçant, à l'approche de la campagne présidentielle française, la fuite du prisonnier de guerre François Mitterrand à travers l'Allemagne nazie. Willy Brandt et Pierre Mauroy oeuvraient ensemble au rapprochement entre le SPD et le PS, ce qui n'était pas toujours facile. La pierre d'achoppement était l'Union de la gauche. Willy Brandt comprenait très bien que les socialistes français avec le système électoral avaient besoin de cet appui, mais cela posait problème au SPD qui, par une résolution à son congrès de 1971, avait interdit à ses membres toute coopération avec les communistes.

Dans tous les conflits entre le PS et le SPD, Pierre Mauroy agissait comme médiateur. Il avait l'art de transformer une crise en une opportunité. Quelques exemples : Au congrès de Bagnolet, le 15 et 16 décembre 1973, il y avait une dispute sévère sur la future politique européenne du PS et une lutte pour le pouvoir. François Mitterrand menaçait de démissionner. La proposition de Pierre Mauroy d'envoyer des émissaires dans les autres pays européens fut adoptée. Le premier pays devait être l'Allemagne.

Willy Brandt était chancelier à l'époque et les vacances de Noël approchaient. Ayant assisté au congrès, je lui avais fait une note et transmis le souhait de Pierre Mauroy d'être reçu par lui. La réponse de Willy Brandt était : oui, pour l'Europe et parce que c'est Mauroy. Je pense qu'il n'aurait pas reçu quelqu'un d'autre.

Cet entretien eut un effet important sur les relations entre les deux partis. Le chancelier allemand était prêt à recevoir le chef de l'opposition en France, François Mitterrand, sur le sol allemand. Dans le contexte de l'époque, au printemps 1974, c'était un geste politique important, il modifia aussi les relations personnelles entre les deux hommes.

Une autre crise éclata à propos du « Décret des ministres-présidents », appelé en France « interdictions professionnelles ». Dans les différents *lander* allemands, des procédés divers existaient pour écarter les communistes et les extrémistes ou soi-disant extrémistes de la Fonction publique. En Bavière, même un social-démocrate pouvait être écarté, dans un *land* régi par un gouvernement social-démocrate, vous pouviez tout vous permettre. Willy Brandt voulait unifier les procédures contre le conseil d'Helmut Schmidt. C'était une bonne intention, mais l'effet fut une catastrophe pour le SPD. Ce décret, ajouté à la protestation existante contre le nucléaire civil et militaire, conduisit à creuser un fossé entre le SPD et une partie de la jeunesse et à la création du parti des Verts, dorénavant concurrent électoral du SPD. François Mitterrand qui avait critiqué publiquement les « interdictions professionnelles » annonça la création d'un Comité pour la défense des droits civiques en Allemagne et reçut de nombreuses lettres de personnes concernées. On estime que plus de mille personnes étaient écartées du service public. La création du comité mais autant le nom qui lui avait été donné, rendit Willy Brandt furieux. Il se rendit sans délai à Paris et eut une explication très franche avec le Premier secrétaire. A la presse, qui attendait devant le siège du PS, François Mitterrand déclara, sur instruction de Willy Brandt, que leur entretien avait porté sur l'Europe.

La tâche difficile de faire la paix dans les relations entre les deux partis incombait à Pierre Mauroy qui n'avait pas assisté à la rencontre houleuse. Il se rendit à Bonn. La solution qu'il apportait avait de multiples aspects : le comité serait maintenu, mais – c'était la promesse du Premier secrétaire – ne mènerait plus d'actions. Les lettres de protestation et de personnes concernées seraient envoyées de Michel Thauvin à mon bureau, de là à un juriste et ancien procureur de la République, affecté au service de Willy Brandt, pour l'examen des cas concrets. Sur la base d'un rapport, préparé par ce juriste, le SPD, à son prochain congrès, décida de ne plus appliquer le décret dans les Länder gouvernés par lui.

La création de la Fondation Jean-Jaurès

L'autre proposition apportée par Pierre Mauroy était de constituer entre le PS et le SPD trois groupes de travail : Europe, Economie et société et Développement. Parmi les personnes désignées par François Mitterrand, se trouvaient les futurs ministres et Premiers ministres : Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Jacques Delors, Jean-Pierre Chevènement. Pierre Moscovici participait également à certaines rencontres. Ces groupes de travail continuaient pendant des années avant d'être relayés par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich Ebert.

Il faut ici souligner la perspicacité de Pierre Mauroy en fondant la Fondation Jean-Jaurès avant même qu'il y ait un véritable statut de fondation politique. Ce statut fut institué plus tard en France après la visite de deux sénateurs venus à Bonn pour étudier le statut des fondations politiques allemandes. En Allemagne, les fondations reçoivent des fonds publics mais sont aussi autorisées à recevoir des dons de l'industrie ou d'autres donateurs avec des avantages fiscaux. Elles ont aussi une fonction dans l'éducation, la recherche, la coopération internationale.

Pierre Mauroy était le médiateur de toutes les crises. Quand le Mur de Berlin commençait à avoir des trous, il s'est immédiatement rendu à Berlin. Je me souviens combien il était pressé de voir cela. Votre ambassadeur de l'époque, dans une réunion où je ne devais pas être,

avait mis en garde Pierre Mauroy et la délégation française des conséquences dangereuses de la réunification. Pierre Mauroy ne semblait pas impressionné. Il multiplia ses déplacements en Allemagne, ainsi que ses entretiens avec les responsables allemands pour s'informer et informer le président.

La question des missiles constituait, à un certain moment, un véritable conflit entre Willy Brandt et le président français. Brandt ne suivait plus la ligne dure de Helmut Schmidt qui avait perdu la majorité au congrès du SPD. Le chancelier Schmidt avait également perdu son partenaire de coalition, le FDP, et le SPD se trouvait dans l'opposition, incapable de peser sur les négociations Est-Ouest. Pour Willy Brandt, la situation devint un cauchemar. Il craignait que l'œuvre de sa vie, pour laquelle il avait obtenu le prix Nobel de la Paix, la paix en Europe, ne soit en danger, d'autant plus que les soviétiques se faisaient de plus en plus menaçants. Ils considéraient que les Pershing-II, extrêmement rapides et précises, étaient une arme de première frappe et annonçaient le 28 mai 1983 des contre-mesures, dont le stationnement d'armes « opératives tactiques » en RDA et en Tchécoslovaquie. Les négociations de Genève étaient dans l'impasse. Encouragé par le sommet G7 du 31 mai 1983, le stationnement des Pershing-II et des missiles de croisière commençait en RFA sous la responsabilité du chancelier Helmut Kohl, dès novembre 1983.

Contrairement à la France, la RFA n'était pas souveraine en matière de défense. Willy Brandt se plaignait publiquement que ceux qui ne devaient déployer les missiles américains donnaient des leçons aux Allemands. Cette remarque visait entre autres le président Mitterrand qui accordait sa politique avec le chancelier Kohl. Que Willy Brandt ait pris au sérieux les menaces soviétiques montre un épisode, survenu lors d'un repas à Paris, à l'invitation de Pierre Mauroy. Les principaux dirigeants européens de l'Internationale Socialiste étaient présents, Willy Brandt, Felipe Gonzalez, Mario Soares. Non concerné par le déploiement de missiles, Mario Soares ne savait pas que Willy Brandt avait évolué sur cette

question. Il eut ces mots malheureux : « *j'admire le courage du chancelier Kohl, de tenir tête aux soviétiques* ». Willy Brandt, furieux, se lève et dit « *je n'admettrai jamais que mon peuple soit détruit !* » Pierre Mauroy le retint. Willy Brandt resta pour entendre les excuses.

Pour terminer, je salue les deux initiatives de la Commission européenne concernant un « fond européen de défense » et le « paquet énergie ». Ce sont des thèmes dont les deux fondations devraient se saisir pour conduire le débat entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec les autres Européens. La Commission a pris l'initiative. A nous maintenant, aux partis, aux experts, d'apporter notre part au débat.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Merci infiniment Véronika Isenberg

/ JEAN PEYRELEVADE

Françoise, permettez-moi d'ajouter une anecdote qui me paraît importante sur la manière de travailler de Pierre Mauroy. Ce sera peut-être un scoop pour vous.

Pierre Mauroy avait, ce qui est peu connu, des relations amicales directes avec Helmut Schmidt. Un matin - il était neuf ou dix heures - il m'attrape dans un couloir et me dit : « *Tu viens avec moi* ». Je lui demande : « *On va où ?* ». Il me répond : « *A Bonn* ». C'était sa façon de faire !

Nous avons donc pris un petit avion, le Premier ministre et moi, et nous sommes allés déjeuner avec Helmut Schmidt qui était accompagné d'une personne de la Chancellerie. Les deux hommes sont restés ensemble entre midi et demie et à peu près quatre heures et demie de l'après-midi à faire un tour d'Europe.

Je me souviens encore d'Helmut Schmidt disant à Pierre Mauroy : « *Que puis- faire pour t'aider ?* ». Nous étions entre juin 1982 et mars 1983 ; ils

ont beaucoup parlé de parité, d'ajustement monétaire, d'aide éventuelle, de crédit que l'Allemagne aurait pu faire ou ne pas faire à la France, etc. Je pense qu'il n'y a aucune trace de ce déjeuner dans les archives officielles françaises. J'étais fasciné par la conversation et par le fait de voir deux Premiers ministres en tête-à-tête parler comme deux vieux copains pendant trois ou quatre heures sans se préoccuper d'être politiquement corrects ou pas. Donc, je n'ai pas pris une seule note. Peut-être que les Allemands sont mieux organisés et qu'une trace de cette rencontre existe dans les archives de la Chancellerie à Bonn. Mais je peux vous dire que, pour moi, cela a été une expérience fascinante.

/ FRANÇOISE FRESSOZ

Merci infiniment.

Je vais donner la parole à Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, à la Fiscalité et à l'Union douanière. Mais auparavant je voulais insister sur un autre épisode qui me semble très important aussi dans l'histoire de Pierre Mauroy : l'affaire du tunnel sous la Manche. Elle fait en effet le lien entre sa ville, sa fonction de Premier ministre et sa fonction européenne. Alors que sa région souffre, il se rend très bien compte que pour changer Lille, il faut se projeter vers la ré-industrialisation. Il pense alors tunnel sous la Manche, il pense TGV et il pense ré-industrialisation. Et il va se battre. A un moment donné, Margaret Thatcher arrête de lui dire non. Elle ne dit pas vraiment oui mais elle ne lui dit plus non. Il parvient ainsi à conduire ce projet en se heurtant à d'énormes difficultés. La mise en œuvre d'Euralille est compliquée au début car elle conjugue à la fois le local et l'europpéen. Et entre le local et l'europpéen, il y a Matignon, ce qui en fait sa spécificité.

Pierre Moscovici, vous êtes commissaire européen en charge des Affaires Economiques Financières, Fiscales et auteur d'un livre récent sur les défis que l'Europe doit affronter. Vous avez la parole.

/ PIERRE MOSCOVICI

PIERRE MAUROY : UN MESSAGE D'OPTIMISME ET DE COURAGE POUR LA FRANCE, POUR LA GAUCHE ET POUR L'EUROPE

Merci Françoise Fresso.

Bonsoir à tous et merci pour cette invitation que j'ai acceptée d'emblée – Ghislaine Toutain peut en témoigner – et avec un très grand plaisir, alors que les temps sont un peu durs et que nous sommes dans un moment qui peut susciter des inquiétudes.

C'est un plaisir pour moi d'être parmi vous, entre amis, entre sociaux-démocrates, je veux dire en famille. Cela ne m'arrive pas si souvent depuis que je suis à Bruxelles. C'est une occasion que je ne voulais pas manquer. Pour tout vous dire, en acceptant cette invitation, j'ai ressenti comme une inquiétude, ce qui arrive parfois, en particulier en ce moment. Une inquiétude parce que partout en Europe la social-démocratie est à la peine. C'est vrai en France, je n'y insiste pas, c'est vrai en Italie comme aux Pays-Bas.

Partout en Europe les populismes progressent, élections après élections. Dimanche prochain, les Autrichiens iront voter. Le risque est sérieux de

voir pour la première fois en Europe, un président issu d'un parti d'extrême-droite arriver aux plus hautes fonctions. On sait qu'au niveau mondial, les populistes ont connu deux grands soirs coup sur coup, avec le Brexit et l'élection de Donald Trump.

En France, la primaire de la droite a été un incontestable succès, il faut le reconnaître, si on en juge par la mobilisation qu'elle a suscitée et par le rassemblement qui l'a suivie. La droite française est passéiste sans doute avec une part de conservatisme, mais elle peut aussi avoir des audaces conservatrices, ce qui peut paraître paradoxal. En tout cas, elle fait son grand retour ! La gauche et particulièrement le Parti socialiste, semblent en bonne voie pour se présenter aussi divisés qu'en 2002, voire plus. Même si nous apprenons, dans la douleur parfois, à nous méfier des sondages, tout indique que notre famille politique est en difficulté pour le second tour de la présidentielle et nous sommes, hélas, assez loin de la marge d'erreur.

Mon doute est le suivant : alors que tous les voyants européens sont au rouge et que l'élection présidentielle approche à grands pas, il faut du courage aujourd'hui pour parler de Pierre Mauroy et de l'Europe, comme, d'ailleurs, pour parler de l'Europe tout court. Était-il bien raisonnable de choisir un tel thème ? Cette question est un peu provocatrice mais sous-tend une vraie inquiétude. Je connais beaucoup d'entre vous dans cette salle et je sais que vous êtes nombreux à l'éprouver.

Un grand homme politique

Mais cette inquiétude n'a duré qu'un instant parce que je me suis rappelé le parcours de Pierre Mauroy, membre de la SFIO, de Pierre Mauroy Premier secrétaire du Parti socialiste, aux côtés duquel j'ai fait mes premières armes comme secrétaire national, à l'initiative de Lionel Jospin, après le congrès de Rennes en 1990, de Pierre Mauroy président de l'Internationale socialiste, de Pierre Mauroy père et président de la Fondation Jean-Jaurès.

Je me suis rappelé ses idées, le projet qu'il défendait, les échanges que j'ai pu avoir avec lui sur l'Europe. Je me suis rappelé surtout la personnalité de Pierre Mauroy, un homme que j'ai connu et accompagné – moins que d'autres ici dont je salue la fidélité – que j'ai soutenu aussi et qui m'a beaucoup marqué, plus que je n'ai su le lui dire sans doute. Parce que Pierre Mauroy, qui est injustement sous-estimé parfois, était, j'ose le dire, un grand homme politique. Un homme aux convictions inébranlables, invariables, un homme de fidélité et de vision, au flair imparable dans les choix stratégiques ou humains. Je ne l'ai jamais vu se tromper ni biaiser. Dans les moments importants, il allait au fait, il choisissait. Il avait une famille : la gauche. Il avait un cap : la social-démocratie. Il avait une méthode : le réformisme. Il avait un engagement internationaliste et européen sans faille. Il m'a beaucoup appris et je lui en suis très reconnaissant.

Je me suis rendu compte aussi que le détour que nous faisons aujourd'hui nous ramenait, en fait, à l'actualité de notre famille politique, à ses vraies lignes de fractures idéologiques, à ses petites guerres d'égos sans intérêt ni grandeur, à sa capacité et à son devoir de se rassembler. Cela, surtout, nous ramène à l'essentiel, c'est-à-dire à l'Europe et à sa place comme pilier du projet socialiste.

Une adhésion forte et volontaire au projet européen

C'est de cette actualité-là dont je voudrais vous parler pour conclure votre rencontre. Ecouter la voix de Pierre Mauroy aujourd'hui, c'est d'abord revenir à deux questions centrales pour notre famille politique : la social-démocratie et l'Europe. Dans une interview tardive au Figaro, en 2005, il déclarait : « *le combat pour l'Europe nous a rapprochés de la social-démocratie* ». J'aime cette phrase parce qu'elle ne fait pas de la social-démocratie et de l'Europe une concession ni pragmatisme ni à la Realpolitik, moins encore à un tournant ou à une abdication. Elle appelle à une adhésion forte et volontaire à un projet qui est aussi grand que le projet socialiste, c'est-à-dire l'Europe.

Cette adhésion a peut-être été théorisée a posteriori mais elle a d'abord été mise en pratique – Jean Peyrelevade le sait, il en était un acteur de premier plan – quand le Premier ministre Pierre Mauroy, dans un contexte politique très compliqué, turbulent, agité, a refusé en 1982-1983 de sortir du serpent monétaire européen et a fait le choix de l'Europe. C'est un choix qui était lourd, courageux et radicalement européen. C'est un choix qui l'a contraint et qui nous a contraints à aborder les problèmes de la France par la face nord des réformes. C'est un choix décisif, nous n'en sommes pas toujours conscients, que porte en fait la gauche depuis plus de trois décennies, un choix que certains sont tentés de renier par facilité ou par démagogie mais que nous devons assumer sans faiblir, même s'il faut bien sûr l'adapter à une nouvelle donne très différente de celle de 1982. En effet, le système monétaire européen est devenu l'euro, qui est un projet intégrateur d'une force beaucoup plus puissante.

C'était aussi le choix d'un homme qui affirme, dans la même interview de 2005, que l'Europe est « presque une cause sacrée ». Certains diraient aujourd'hui que tout est dans le *presque*. Pour moi, c'est le contraire. Ses mots traduisent le rapport à l'Europe de ceux qui, comme Pierre Mauroy, avaient connu la guerre. Ils me renvoient aussi, comme les gens de ma génération – je suis né en 1957 – à ma propre histoire familiale, à mon engagement européen, à un parcours qui se situe dans ce sillon.

Mais quelle est cette Europe social-démocrate telle que l'a pensé Pierre Mauroy ? Je dirais tout simplement que c'est une Europe fidèle à ses promesses fondatrices et à ses libertés. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? D'abord la paix et la sécurité, qui sont une conquête incontestable de l'Europe. Mais, la paix et la sécurité, nous le savons comme socialistes, ne sont plus suffisantes pour légitimer l'Europe aux yeux des jeunes générations, notamment en Europe occidentale. Et ce, pour une excellente raison : elles n'ont pas connu la guerre. La réconciliation franco-allemande n'a pas de sens pour elles en vérité puisqu'elles n'ont pas éprouvé le temps où nous n'étions pas des nations aussi étroitement

liées qu'aujourd'hui. Ce qui a été rappelé sur les relations entre Pierre Mauroy, Helmut Schmidt et d'autres leaders allemands et sur cette intimité qui existe désormais entre nos familles politiques et nos pays ne parlent plus ou plus assez aux plus jeunes générations.

En outre, la menace terroriste donne l'impression que l'Europe n'est plus le continent sûr d'autrefois. La promesse de prospérité a été mise à mal par la crise financière et économique. Si la reprise économique est aujourd'hui incontestable, le chômage, et notamment le chômage des jeunes, est toujours trop élevé, la croissance est trop lente, les inégalités sont toujours présentes et même de plus en plus vivement ressenties. Au fond, qu'est-ce que le populisme si ce n'est une réaction à l'égard d'une forme de mondialisation qui apparaît comme accroissant la précarité et laissant de côté une partie de la population ? La conséquence est simple mais difficile : les quatre libertés du marché intérieur sont désormais vues peu ou prou comme des menaces.

La libre circulation des biens, des marchandises et des capitaux est vue comme un facteur de concurrence déloyale, de déclassement, de nivèlement par le bas. A travers cette liberté, ce sont en vérité nos économies et nos sociétés ouvertes, c'est-à-dire les deux piliers de l'Europe que nous aimons, qui sont attaquées et remises en cause. Certes, la question des économies ouvertes a toujours été au cœur du débat, notamment au sein du Parti socialiste. Lionel Jospin, dont j'étais le ministre des Affaires européennes pendant son quinquennat à Matignon, l'avait tranchée en disant « oui à l'économie de marché et non à la société de marché ». Je corrige. Il l'avait tranchée provisoirement car, en réalité, la question est toujours ouverte puisqu'il me semble qu'elle se réinvite dans les débats à gauche à l'abord de notre primaire et de la présidentielle.

Pour l'économie et une société ouvertes

C'est pourquoi je voudrais tenter de l'éclaircir d'un mot du point de vue du commissaire européen social-démocrate ou socialiste français que je suis. Tout d'abord, pourquoi les socialistes doivent-ils, comme Pierre

Mauroy, défendre l'économie ouverte ? Parce que même si la mondialisation ne fait pas que des heureux, les échanges – qu'il s'agisse d'échanges de biens, de services ou d'échanges culturels – ont enrichi et continuent d'enrichir nos sociétés, et pas uniquement du point de vue économique. Nous devons notre prospérité, notre bien-être, notre modèle social, notre ouverture au monde comme la diversité de nos sociétés à l'économie ouverte.

En même temps, pour un social-démocrate, avoir une économie ouverte sans protection forte, c'est-à-dire sans des politiques qui visent à réduire les inégalités, est inacceptable. En effet, si la mondialisation a permis des progrès techniques spectaculaires et un enrichissement global, elle a aussi fragilisé les classes moyennes, elle a dynamité l'ascenseur social et supprimé de très nombreux emplois, souvent en les délocalisant.

J'ai vécu cette situation pendant les vingt ans où j'étais député dans le pays de Montbéliard, succédant lointainement à André Boulloche qui fut aussi un compagnon de Pierre Mauroy. Quand André Boulloche était président de l'agglomération de Montbéliard – je lui ai succédé trente ans après – l'usine Peugeot de Sochaux comptait quarante mille employés. Quand je l'ai quittée en 2012 pour devenir ministre des Finances, elle n'en comptait plus que neuf mille cinq cent. Ce qui explique que ces ouvriers qui étaient nos électeurs soient devenus les électeurs du Front National. Pour le dire autrement : la mondialisation profite à l'ensemble mais elle profite beaucoup moins à certains qui se sentent, élections après élections, abandonnés et trahis par les élites. C'est la grande leçon que nous devons tirer de la montée des populismes en Europe et ailleurs. Il y a urgence à entendre cette colère et à mieux protéger, ce qui ne signifie pas faire le choix du protectionnisme mais ce qui impose d'assurer une forme de sécurité économique et sociale. Il me semble que c'est une priorité absolue pour la gauche et pour l'Europe.

J'en viens au deuxième pilier, les sociétés ouvertes. Elles reposent sur des valeurs. Ce sont des sociétés où la femme est l'égale de l'homme, où les

immigrés ne sont pas considérés comme des citoyens de seconde zone et les réfugiés comme des intrus auxquels il faut fermer les frontières par des barbelés. Ce sont des sociétés où la mobilité sociale ne rencontre aucun plafond de verre. J'envoie là un message libéral mais je sais que Pierre Mauroy partageait ce message libéral mais donnant au terme « libéral » le sens politique et moral que l'Europe et les sociaux-démocrates lui ont toujours donné. Ce message-là est attaqué et contesté parfois même jusque dans notre famille politique. Mais, à mes yeux, il est plus que jamais d'actualité à l'ère du trumpisme. La liberté, les valeurs, la société ouverte sont indissociables de la laïcité. Les opposer est insensé. Elles sont en réalité complémentaires.

J'entends et je comprends les reproches adressés à gauche à l'Europe. Certes, pendant trop longtemps les perdants de la mondialisation sont passés sous son radar mais la solution est, malgré tout, européenne. Là encore, le message de Pierre Mauroy est précieux. Le nationalisme et le protectionnisme sont deux mensonges qui ne font qu'affaiblir les plus faibles. Alors, à tous les socialistes qui en veulent à l'Europe – il y en a – j'ai envie de dire « faites comme Pierre Mauroy : pensez l'Europe et pensez-là en grand ». Je leur dis aussi : « changez-là », comme j'essaie de le faire modestement, à la place qui est la mienne.

Faut-il avoir un regard critique sur l'Europe ? Oui. C'est nécessaire parce qu'il faut identifier les défis qu'elle a à relever et connaître ses insuffisances pour les corriger. Faut-il proposer un nouveau grand projet européen plus protecteur ? Oui encore. C'est, par exemple, le sens de mon action quand je me bats pour que la Grèce reste dans la zone euro, alors que ses adversaires s'y opposent. C'est encore le sens de mon action quand je me bats pour faire reculer la fraude et l'évasion fiscale et pour exiger que les multinationales paient leurs impôts là où elles créent des profits, ou encore pour que l'austérité ne soit plus la doctrine de nos politiques budgétaires.

En revanche, je m'oppose à ce qu'on affaiblisse l'Europe en attaquant son modèle. Ce serait renoncer à une partie de notre identité socialiste.

La voix de Pierre Mauroy est toujours là pour nous le rappeler. Entendre cette voix, c'est aussi entendre une voix rassurante – je m'en souviens comme si c'était hier – qui nous parle d'unité et qui nous redonne espoir et sérénité.

Situer l'Europe au cœur de nos choix politiques

C'est ainsi que je voudrais terminer mon intervention. Pour Pierre Mauroy qui, pendant des décennies, a été un acteur majeur des débats qui ont agité notre parti, la réponse à la question « qu'est-ce qu'être socialiste ? » se résumait en trois points : être socialiste c'est être républicain, c'est combattre les inégalités et c'est défendre la paix, indissociable de l'Europe. Je crois qu'il y a toujours là les fondements pour un rassemblement de notre famille politique.

Pour lui, membre de la SFIO, qui avait fait à Epinay le pari de la fondation d'un nouveau parti socialiste avec François Mitterrand au lendemain d'une élection présidentielle terrible en 1969, le secret de la longévité de notre mouvement politique tenait à deux éléments : d'une part, sa capacité à s'adapter et à intégrer les différentes périodes de son histoire, d'autre part à son sens de l'unité. C'est une leçon qu'on devrait entendre en ce moment.

Pour lui, maire de Lille de 1973 à 2001, aucun combat politique n'était perdu d'avance. Cette certitude doit aussi être la nôtre. Tout est encore possible face à une droite triste et terne, qui reflète les doutes et les nostalgies de notre pays. Mais, pour que tout soit encore possible – parce que tout est possible mais cependant difficile – il faut que notre famille politique retrouve d'urgence ses réflexes de survie. Il faut faire taire ce que Freud appelait « le narcissisme des petites différences » et nous rassembler pour construire un projet qui, loin d'oublier l'Europe, la situe au cœur de nos choix politiques, de notre vision de la société, de notre identité.

C'est ce choix là que nous devons faire à l'approche de l'élection présidentielle de 2017. Il est vital pour la France et vital pour l'Europe

parce que nous aurons besoin d'une impulsion franco-allemande pour donner à la zone euro la force de faire ce que Jacques Delors, le ministre des Finances de François Mitterrand et de Pierre Mauroy devenu président de la Commission, souhaitait, c'est-à-dire faire en sorte que l'euro ne se contente pas de protéger mais qu'il dynamise.

L'élection présidentielle va être difficile mais cruciale pour la gauche réformatrice qui est confrontée à des défis sans précédent, à une vraie menace existentielle mais qui, comme à Epinay, aura peut-être à se refonder ensuite. Voilà ce que je retiens du parcours et de la pensée de Pierre Mauroy. Bien sûr ce n'est pas leur seule dimension mais je devais faire une conclusion brève. J'aurais aimé assister à vos travaux, mais étant ici avec des amis que j'aime écouter, c'est un message de lucidité, de fermeté des convictions, de courage (il en avait beaucoup), de clarté dans les choix que je veux envoyer. C'est un message aussi d'optimisme de la volonté pour la gauche, pour la France, pour l'Europe, pour la France, pour la gauche et pour l'Europe ensemble car Pierre Mauroy ne les dissociait pas. Ce message-là n'est ni passé ni dépassé. Il est, au contraire, d'une actualité absolue. Je pense qu'il doit nous inspirer plus que jamais. C'est pourquoi ce colloque n'est pas singulier. Il est utile et actuel. Merci.

CONCLUSION

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

Merci beaucoup. Michel Thauvin, je crois qu'on a un peu débordé l'horaire ! Je vous laisse conclure.

/ **MICHEL THAUVIN**

On a débordé l'horaire parce que ce colloque était très intéressant.

Je voudrais remercier en notre nom à tous les intervenants à ce colloque qui ont rendu, une fois encore, un portrait vivant de Pierre Mauroy. Le rappel de ses actions qui ont été déterminantes, y compris dans le domaine de la construction européenne, nous laisse aussi un grand espoir pour l'avenir. C'est Churchill, je crois, qui disait que les seules batailles que l'on perd sont celles que l'on n'a pas menées. Il nous reste encore à participer à certains combats animés par l'esprit de Pierre Mauroy. L'Europe en est un important parce que vous aurez remarqué comme moi que dans la campagne des primaires l'Europe a été dramatiquement absente ou a servi, comme à l'accoutumée, de bouc émissaire.

Il y a là, peut-être, une possibilité pour nous, de jouer la différence. J'ai apprécié la conclusion de Pierre Moscovici parce que c'est un message d'espoir qui nous est délivré, à partir duquel nous pouvons nous engager. Je remercie tout particulièrement Jean Peyrelevade, Véronika Isenberg, Jean-Marie Faivre, Catherine Lalumière qui a dû partir et Pierre Moscovici. Merci surtout à Françoise Fressoz.

/ **FRANÇOISE FRESSOZ**

C'était un plaisir.

/ **MICHEL THAUVIN**

Si nous n'avons pas pu donner la parole à la salle, c'est elle qui l'a prise pour nous de façon pertinente et intelligente. Merci à tous. Une dernière précision : ce colloque a été enregistré. Tout ce qui a été dit pourra être retenu contre vous et fera l'objet d'une publication dans les meilleurs délais.

Merci encore une fois à tous.

L'Institut Pierre Mauroy s'inscrit dans la continuité de l'association des amis de Pierre Mauroy créée en décembre 2013, à l'initiative de quelques amis et collaborateurs de l'ancien Premier ministre.

Bien au delà de la nostalgie de quelques compagnons, il s'agit avant tout de faire vivre la mémoire et mettre en valeur les actions de cette personnalité, qui a profondément marqué, plus de soixante années de la vie politique française en général et le mouvement socialiste en particulier. Homme de convictions et d'engagements, esprit curieux et novateur, fidèle en amitiés et aux principes acquis dans ses jeunes années, Pierre Mauroy, reste un exemple à suivre dans la conduite des affaires publiques, et dans cette période difficile, le message qu'il nous transmet, se révèle des plus actuels.

Dans cet esprit, l'Institut Pierre Mauroy, doté de nouveaux moyens, et s'appuyant sur un réseau plus étoffé élargit son champ d'actions par la mise en valeur d'un patrimoine d'archives, déjà très conséquent, l'organisation et le soutien de colloques, ou des manifestations thématiques, l'attribution annuelle d'une bourse universitaire et bien entendu des publications numériques ou sur des supports plus classiques

contact@lesamisdepierremauroy.com

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR

Novembre 2017

PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DE L'EUROPE

Militant de toujours de la construction européenne et convaincu que l'Europe était l'avenir de la France, Pierre Mauroy s'est efforcé tout au long de sa vie de promouvoir l'idée européenne. Les contributions de celles et ceux qui l'ont accompagné et qui sont publiées dans cet ouvrage rappellent ainsi l'action qu'il a conduite, au Parti socialiste comme au gouvernement, pour la faire avancer. En 1983, quelques mois après la décision de maintenir le franc dans le système monétaire européen, Pierre Mauroy affirmait au congrès du PS de Bourg-en-Bresse : *« L'Europe doit continuer de se construire sous peine de se détruire. S'arrêter c'est reculer... Nous voulons construire l'Europe parce que nous voulons un monde plus solidaire, c'est-à-dire un monde de paix. Tel a toujours été le sens de notre combat depuis un siècle ».*

Des mots à méditer dans le difficile contexte européen et international d'aujourd'hui.



5 €